

De l'annexion du Koweït à la campagne d'Iran : évaluations et perspectives.

"Dans l'impossibilité absolue de prévoir comment tout cela finira et qui sortira victorieux de la lutte, un seul résultat est absolument incontestable: c'est l'épuisement général et la création de conditions pour la victoire définitive de la classe ouvrière."

(Engels. Préface à la brochure de Sigismond Borgheim.)

La guerre a eut lieu. Confirmant les prévisions du marxisme révolutionnaire sur la venue d'une crise au moins égale à celle de 1981 et en conséquence de la guerre comme facteur anti cyclique, la réalité a une fois de plus fait voler en éclat les mythes de paix éternelle, de démocratie et de liberté. Ce sont les mêmes qui hier encore, à force de bombardements idéologiques nous affirmaient qu'il n'y aurait pas la guerre et qui nous prédirent après le 15 janvier '91 une guerre propre, nette, rapide et "chirurgicale" infirmée chaque jour plus par l'acharnement des bombardements et des massacres tayloristes (application du production de masse à la guerre totale).

Les racailles pacifistes ont pu pendant plus de 6 mois développer une fois encore leur fonction essentielle d'agents recruteurs de la nouvelle boucherie en préparant le prolétariat à n'être qu'un simple spectateur - sans images - d'une réalité qu'ils ont une fois de plus été incapables d'empêcher. Les différentes fractions du capital ont pu, tout à loisir, développer leurs arguments pour justifier leur positionnement dans l'un ou l'autre des camps (celui neutraliste y compris). Le grand spectacle de la guerre et sa fonction économique bien réelle peut "enfin" se dérouler sous les yeux des prolétaires qui, dès aujourd'hui, en payent les factures

anti-ouvrières; massacres et bombardements, baisse du salaire réel, militarisation du travail, répression accrue...

Le scénario était déjà depuis bien longtemps au point. Dès les années '70, la stratégie US prévoyait la nécessité d'une intervention armée dans le golfe persique afin d'y préserver militairement ses intérêts dont le contrôle militaire des sources d'approvisionnement en matières premières et auxiliaires d'origine organique.

"Le 1^{er} janvier 1975, M. Henry Kissinger défraya la chronique en annonçant dans une interview à Business Week, que les Etats Unis n'excluaient pas la possibilité d'une intervention militaire au Proche Orient si les pays arabes de l'OPEP menaçaient d'"étrangler" le monde industrialisé"

(Cité par Michael T. Klare in La stratégie américaine dans le golfe arabo persique. Le monde diplomatique mars 1976).

Notre mouvement avait analysé¹ les crises du capital dans sa phase de domination réelle, comme toujours annoncées par une "pré crise" de nature financière et/ou énergétique (prix de marché des matières premières et auxiliaires d'origine organique dont principalement le pétrole) comme nous le confirme dernièrement les crises de 1974 et de 1981 et qui nous avaient permis de prévoir celle à venir autour de 1990 91 (et dont la "mini crise" de dévalorisation des bourses d'octobre '87 en avait été le prélude)². Dès le déclenchement du conflit dans le golfe en août '90, les bourses ont immédiatement réagi par un krach matérialisant une dévalorisation brutale du capital fictif investi en bourse.

"Les bourses ont fait mieux ou plutôt pire que le krach d'octobre 1987: une chute de 13.1% à Wall Street, de 11.3% à Londres, de 23% à Tokyo, de 21.9% à Paris. Au début du mois d'août, la valeur totale des actions cotées au palais Brogniart dépassait les 2100 milliards de francs. C'est donc plus de 400 milliards de francs qui se sont "potentiellement" évaporés sous l'effet de la crise irakienne. Certaines sociétés ne valent plus grand chose. Peugeot, par exemple: sa valeur boursière représente moins de deux fois les bénéfices escomptés pour 1990 contre un multiple de 10 en moyenne pour les autres valeurs"

(Libération Spécial Golfe septembre '90).

L'autre effet enregistré dès le début du conflit armé a été l'augmentation sensible du prix du baril de brut de 17 jusqu'à 40 \$ US.

¹ Cf. notre supplément: "Venezuela paradis démocratique pour le capital, enfer meurtrier pour les prolétaires" avril 1989 où nous analysons les rapports entre le prix du marché du pétrole et le cours catastrophique du capital.

² Cf. notre éditorial du N°1 de MC. printemps 1990

Face à l'approche d'une nouvelle crise dont l'épicentre se situe aux USA, la guerre représente une tentative d'escamoter, de détourner et de retarder ses effets catastrophiques tout en plaçant le prolétariat mondial encore globalement soumis à l'emprise de la contre révolution en situation de principale victime à la fois en tant que chair à canon et en tant qu'agent "sur exploité" d'une hypothétique "relance" fondée sur les profits de guerre.

Les prétextes de cette nouvelle boucherie sont connus ; annexion du Koweït par l'Irak, défense du "droit international" d'un côté, guerre sainte des pauvres contre les infidèles... de l'autre et ont largement fait l'objet de la critique et de la dénonciation par le communisme orthodoxe dans sa propagande contre la guerre qui une fois de plus a été imposée au prolétariat mondial au nom de la paix (cf. en annexe notre première adresse de septembre 1990: PAS DE GUERRE SANS PRODUCTION CAPITALISTE. POUR ARRETER LA GUERRE IL FAUT ARRETER L'ECONOMIE.).

Le déroulement des faits de guerre reflète fidèlement la transformation du conflit de l'Irak à l'égard du Koweït et des pétro monarchie du Golfe en l'offensive américaine et alliée contre l'Irak et, par celle ci contre la frange de l'OPEP favorable à la hausse du prix du marché du baril.

Il s'agit pour le facteur communiste de tirer de ces événements les leçons pour le prolétariat révolutionnaire ainsi que de rappeler quelques principes élémentaires du programme communiste.

I. Cycle, exploitation et guerre : balises communistes

"La violence est un agent économique."

(Marx, Le Capital livre 1 in La Pléiade. Tome 1. P. 1779)

Avec Marx Engels et Lénine, nous définissons la fonction historique de la guerre, non pas comme le déchaînement irrationnel de la violence mais bien comme le prolongement sur le terrain militaire de la détermination économique d'un mode de production dont la violence est d'abord un agent économique. Chaque époque, chaque mode de production - communisme primitif, mode de production esclavagiste, asiatique, féodal, capitaliste - détermine aussi bien les formes que les contenus même de la guerre.

"Rien n'est déterminé davantage par les conditions économiques que l'armée et la marine. L'armement, la structure des armées, leur organisation, leur tactique et leur stratégie, dépendent directement du niveau atteint par le mode de production et des moyens de communication."

(Engels: L'Anti Dühring)³

Clausewitz avait déjà clairement mis en évidence que *"la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens"*. Il s'agit ici d'aller au-delà de cette affirmation pour montrer que la guerre sur le terrain militaire n'est que la continuation non pas simplement de la politique mais, en premier chef, de la guerre permanente que les capitaux individuels se font sur le terrain économique. Du reste, l'identification des rapports étroits qui existent entre faits de guerre et d'économie ne date pas d'hier et n'est pas patrimoine exclusif de la théorie du prolétariat. Le grand stratège révolutionnaire de la bourgeoisie, le Comte Jacques Antoine de Guibert, particulièrement affectionné par Napoléon écrivait déjà sur ce sujet dans les années 1770 des choses fort pertinentes.

"Guibert a manifesté 3 convictions majeures qui constituent les pivots de sa contribution à la discipline stratégique:

- 1) la guerre n'est intelligible qu'à travers l'étude d'un ensemble plus vaste de phénomènes;*
- 2) l'économie représente l'une des dimensions de cet ensemble;*

³ Sur cette question nous renvoyons le lecteur à l'étude "Le marxisme et la question militaire" in le fil du temps N°10, 11 1974.

3) la définition d'une science de la guerre suit la caractérisation des relations entre cet ensemble et les manifestations belliqueuses susceptibles d'être observées."

(Christian Schmidt. Penser la guerre, penser l'économie. P. 178. Ed. Odile Jacob)

A l'époque de la domination planétaire du mode de production spécifiquement capitaliste, toutes les guerres sont capitalistes ou révolutionnaires prolétariennes. Si elles sont capitalistes elles sont des expressions ponctuelles de la contradiction centrale valorisation/dévalorisation. Si elles sont révolutionnaires prolétariennes dans leurs variantes d'insurrections pour la prise du pouvoir politique et de guerres régulières menées par les républiques soviétiques contre les Etats capitalistes, elles sont l'expression culminante de la lutte des classe.

La guerre capitaliste exerce la fonction vitale d'être une des plus rapides « solutions » bourgeoises à la crise économique à condition qu'elle atteigne le stade approchant la guerre totale et qu'elle investisse l'ensemble ou la plupart des centres névralgiques du MPC. Un conflit armé de cette nature ne peut qu'être mondial et succéder à une grave défaite politique et militaire de la classe révolutionnaire. La guerre provoque à la fois la destruction du capital en mal de valorisation (moyens de production et force de travail), permet de supprimer les concurrents économiques gênants et ouvre la voie, par l'occupation du territoire de l'adversaire et par les destructions causées, au grand marché de la reconstruction. En outre la guerre capitaliste offre au mode de production dominant la faculté - après le conflit - d'accroître l'extorsion de plus-value relative par l'augmentation de la composition technique et organique du capital. Une plus grande extorsion de plus-value relative s'obtient par l'incorporation en masse à la production des technologies nouvelles expérimentées et quelques fois appliquées au procès de travail pendant les affrontements armés. Mais encore, durant le conflit et juste avant qu'il se déclenche, le capital crée le climat social favorable à l'acceptation de la part des prolétaires de la « nécessité patriotique » d'augmenter les cadences et le temps de travail, de suspendre toute hostilité de classe et de bloquer les salaires. Etat d'exception oblige. Ainsi croît l'extorsion de plus-value absolue et ainsi progresse celle de plus-value relative sans modification de la composition de capital.

Le temps de guerre pour la classe ouvrière signifie baisse des salaires réels et parfois nominaux, augmentation des impôts, militarisation, extension du travail des femmes et des enfants, suspension des luttes et désagrégation de son organisation. La production capitaliste en période de guerre et la reconstruction qui lui succède s'effectue toujours à un taux de plus-value bien supérieur à celui des périodes qui la précèdent. Il est également à noter que, à l'instar de ce qui est démontré dans l'étude sur les "Modalités de l'exploitation capitaliste" [MC n°0, 1, 2, 3], la croissance de la composition en valeur du capital enregistrée pendant et après le conflit armé entraînerait une baisse du taux de profit si elle n'était pas contrecarrée par l'augmentation concomitante et à un niveau suffisant du taux

d'exploitation. Or l'instauration de l'état d'exception pour cause de guerre favorise l'accroissement significatif de l'extorsion de plus-value et atténue voire annule la baisse du taux de profit. La guerre est un formidable outil dans les mains de la classe dominante pour suspendre ou/et modifier les règles de fonctionnement de la démocratie politique et sociale. Le bond de l'exploitation qui précède et accompagne le conflit armé favorise l'accumulation du capital total. Les conditions objectives de la production capitaliste de marchandises se modifient en profondeur à la suite d'une guerre; les destructions massives de capital fixe et l'effort technologique constituent deux bonnes raisons qui poussent à l'accélération du renouvellement du capital fixe. Après le conflit armé on assiste à la généralisation des applications techniques élaborées à des fins militaires à des portions congrues du procès de production. La guerre est un excellent remuant pour la valorisation et un stimulant de premier ordre de l'extorsion de plus-value relative basée sur le changement de la composition technique du capital.

Les pays "bellicistes" sont souvent ceux qui, à un instant précis de leur cycle économique, optent pour le choix des armes afin d'accélérer l'extorsion de plus-value absolue et de plus-value relative à composition du capital inchangée. En général ces pays ne sont pas en mesure de relancer à un degré suffisant l'extorsion de plus-value relative car entravés par une rotation défectueuse ou tardive du capital total et du capital fixe en particulier. Dans ce cas l'accumulation de capital n'est pas de nature à permettre une modification de la composition technique du capital conforme à l'exigence d'accroître la valorisation par un accroissement d'extorsion de plus-value relative rendue possible par l'augmentation de la composition en valeur du capital. Ce n'est bien entendu pas l'unique détermination de la guerre mais elle n'est pas non plus la moins importante. Elle est également provoquée par l'impératif permanent de chaque Etat capitaliste d'élargir et/ou défendre sa propre portion du marché mondial. Résonne encore le cri menaçant d'Adolf Hitler en 1935: "*Des marchés pour nos produits ou la guerre!*".

Le marché mondial est hiérarchisé, innervé d'un réseau épais de voies de communication, segmenté en régions, balisé par des normes et des barrières commerciales en tous genres, marqué par des échanges inégaux de marchandises et de capitaux entre différentes zones et pays. Dans chaque caractéristique du marché mondial existent autant de raisons potentielles du passage à la phase militaire de la concurrence entre capitaux individuels et entre sections du capital social mondial. Néanmoins, par delà ces facteurs permanents de la transition de la paix armée en conflit armé, ce dernier est fondamentalement déterminé dans l'espace et dans le temps par le mouvement cyclique catastrophique du capital. Pour mieux comprendre ce qui est dit examinons maintenant le cas des pays "pacifistes" ou/et neutralistes". Deux types symétriques rentrent dans cette catégorie. Le premier est celui des pays les plus forts ou en passe de le devenir, ceux où l'extorsion de plus-value est plus élevée, dont la situation globale du marché, du crédit et de la production de marchandise permet encore une valorisation du capital total suffisante. Ainsi le Koweït avant l'invasion irakienne

ou le Japon et la RFA avant la campagne d'Irak américaine. De la même manière que l'Irak a frappé le premier le Koweït pour rééquilibrer leurs rapports de force réciproques, les Etats Unis en anéantissant l'Irak et en mettant encore plus la main sur la région ont pris de l'avance vis à vis de leurs concurrents plus menaçants : le Japon et la RFA. Le deuxième type de pays "pacifistes" concerne ceux dont la crise de valorisation et ses conséquences sociales ont atteint un point tel qu'une issue militaire leur est tout simplement interdite. L'arme absolue du capital et de son Etat est l'industrie. Si cette dernière se trouve en pleine déconfiture et est traversée de part et d'autre par des mouvements ouvriers, aucune solution guerrière de la crise n'est possible. Ainsi aujourd'hui "l'ours agressif" de jadis, l'URSS, et la "nouvelle Allemagne nazie" de l'année 1990, l'Irak. La guerre est un antidote puissant à la crise à condition que celle ci ne soit pas - ou pas encore - trop aiguë donc susceptible de mettre en cause l'existence même du représentant collectif armé du capital, l'Etat. Plus précisément, la condition ultime de la paix c'est la défaite de l'Etat capitaliste et sa décomposition. Si l'on revient à la dite guerre du Golfe, deux autres déterminations se sont révélées primordiales : la maîtrise du prix de marché et le contrôle des sources d'approvisionnement de pétrole et gaz naturel, matières premières et auxiliaires d'origine organique. A cette hauteur du cycle économique aux USA, la continuité des flux et le tassement/stabilisation des prix du pétrole et du gaz naturel étaient devenus des objectifs incontournables sous peine en cas d'échec de les voir se transformer en autant de dangereux détonateurs/démultiplicateurs de la crise. La bourgeoisie a beaucoup mieux compris que de nombreux pseudo-révolutionnaires la fonction économique de la guerre capitaliste. Dans un ouvrage intitulé « Anatomie de la guerre totale », Albert Morsomme, un éminent "docteur en sciences économiques et financières" les énumère; elles ne sont que la traduction de ce que nous venons d'affirmer;

- au niveau des matières premières on peut noter :

1. une réduction des matières premières destinées à la consommation civile.

"Les Etats Unis qui possédaient cependant d'immenses réserves en carburant 40% des réserves mondiales à eux seuls) instituèrent pendant la dernière guerre mondiale un rationnement très strict qui permis de réduire de 43% la consommation civile"

(Cf Chardonnet J. "Les conséquences économiques de la guerre 1939_46" Librairie Hachette 1987)

2. la constitution de stocks de matières premières

3. les perfectionnements techniques dans la production des matières premières

4. le développement de la production de produits de remplacement.

- au niveau du capital productif on peut noter:

1. la rationalisation

2. la standardisation

3. l'extension des branches industrielles existantes. Ainsi par exemple l'industrie sidérurgique en Grande Bretagne *"alors qu'avant la guerre elle dépassait à peine 11 millions de tonnes atteint 15.5 millions de tonnes d'acier comme moyenne annuelle pendant la guerre"* (cf Chardonnet idem)

4. la conversion des branches industrielles existantes : comme le note Albert Morsomme

« En général, ces entreprises converties ne se caractérisent pas nécessairement par un accroissement quantitatif de la production, mais plutôt par un changement qualitatif des fabrications et par des perfectionnements techniques qui pourront parfois être mis à profit, après la guerre, par l'industrie de paix. »

5. la création de nouvelles branches industrielles comme par exemple la fabrication de produits synthétiques et en particulier l'essence et le caoutchouc synthétiques durant la seconde guerre mondiale.

"La consommation de caoutchouc synthétique qui était de 1% aux Etats unis en 1941 passait à 85% en 1944" (idem A. Morsomme)

Bien entendu ces transformations dans la sphère productive s'accompagnent de la baisse des salaires réels et nominaux et de la nécessaire militarisation du travail.

"Supprimer le salaire à l'ouvrier revient à militariser toute la nation dont la substance complète doit, dès lors, être assurée par l'Etat" (idem Morsomme).

Ces transformations s'accompagnent également d'autres mesures telles

- l'augmentation des impôts :

Augmentation des impôts durant les 2 guerres mondiales :

Pays	1914 18	1939 45
Angleterre	25%	50%
Allemagne	14%	49%
France	16%	29%
USA	/	38%

- le développement de l'Emprunt, c'est-à-dire le soutien militaire du crédit et des changes⁴.

⁴ La problématique touchée ici et qui sera traitée plus en profondeur dans les prochains travaux de notre mouvement est celle de « l'argent symbolique » que Marx dans le Livre II du Capital (P. 104. TI, Ed. Sociales) définit comme étant composé par *« des signes fiduciaires purs, qui ne sont qu'une spécialité de certains Etats »*.

« L'argent sous la forme d'un objet naturel aux propriétés déterminées, représente un rapport social de production ».

(Marx. Contribution à la critique de l'économie politique. P14. Ed. Sociales)

- l'augmentation des prix de marché des biens de consommation soumis à des phénomènes répétés de pénurie et d'augmentation des prix de marché des matières premières et auxiliaires.

A titre d'exemple, citons la hausse des prix (coût de la vie) d'après Baudhuin in "Le financement des guerres"

Pays	de 1913 à 1918	de 1939 à 1943
Allemagne	110%	10% (*)
Angleterre	120%	26%
Etats Unis	75%	45%

(*) La "faiblesse" relative de ce chiffre s'explique par le fait que justement 1943 est pour l'Allemagne, le tournant de la guerre et le début de sa défaite.

La guerre permet ainsi une restructuration -reconstruction- à un niveau technologique supérieur intégrant l'ensemble des découvertes dont elle a été le meilleur aiguillon. L'effort militaire se finance grâce à l'apport massif de crédits -capital fictif, porteur d'intérêt- qui fonctionne comme puissant levier de la production de marchandises. Dès aujourd'hui, même si encore faiblement étant donné la nature régionale et périphérique de la guerre d'Irak, certains secteurs de l'industrie directement ou indirectement liés à l'armement se refont une petite santé. De la même manière une destruction conséquente des puits pétrolifères en Irak et au Koweït a permis à certains pays producteurs de pétrole de relancer l'extraction à une échelle depuis longtemps inégalée à cause des coûts de production trop élevés par rapport au prix du marché. Ainsi par exemple le Venezuela, le Mexique ou encore la Grande-Bretagne et le Texas ont pu en tirer une salubre bouffée d'oxygène (lire plus-value + rente foncière). Manque à l'appel l'URSS qui, bien que productrice à grande échelle d'"or noir", n'a pas pu profiter de la remontée du prix du brut à cause de l'état général du MPC dans ce pays, plongé dans la crise la plus profonde de son histoire capitaliste.

En outre la guerre capitaliste "offre" au gagnant la destruction des adversaires, de leur machine productive et la possibilité d'investir les marchés des vaincus. Pour ce faire il est nécessaire que les armées capitalistes modernes soient fondées sur la base de la conscription obligatoire plus ou moins déguisée en engagement volontaire⁵. Il faut qu'elles soient des armées de masse permanentes. De même la

⁵ Le débat actuel qui occupe les diverses fractions bourgeoises au sujet de la composition de l'armée (plus ou moins d'appelés et/ou de professionnels) n'est pas de nature à masquer la réalité de l'embrigadement militaire permanent et de masse des prolétaires et des paysans. En général les pays capitalistes plus forts et à composition technique de l'armée plus élevée s'orientent vers une certaine expansion du « métier » de soldat sans pour cela renoncer en cas de besoin à procéder à l'enrôlement rapide de grande masses d'appelés. En revanche, les pays capitalistes moins forts et à plus faible composition technique de l'armée,

dynamique du conflit armé de l'époque du capitalisme se modifie à partir de ses nouveaux objectifs économiques. La guerre capitaliste vise l'occupation du territoire productif de l'ennemi et l'anéantissement du capital concurrent, ainsi elle s'affirme comme étant totale, mettant au centre des opérations les villes et les sites industriels. De ce point de vue la guerre d'Irak, est allée au bout de la logique de la guerre capitaliste : la capacité productive du pays est réduite à zéro, les villes sont en proie au chaos, totalement désarticulées, l'Etat est réduit à sa plus simple expression de bras armé de la bourgeoisie irakienne. Si donc l'enjeu véritable de la guerre moderne est de dévitaliser l'appareil productif de l'adversaire, c'est l'état de ce dernier qui décide du déroulement et de l'issue de la première. A la lumière de ces considérations il est aisé de constater combien sont fausses les idéologies qui, sous prétexte de combattre la guerre, divisent les branches industrielles en "bonnes" (voire productives) - civiles - et mauvaises" (voire improductives, parasitaires) - militaires -. Pour les aficionados de telles âneries, la cible de leur "agitation" c'est la production de guerre, cause première de tous les maux; chaque fois la réalité même de l'affrontement armé de l'époque du capitalisme se charge de les démentir. En effet production de marchandises "civiles" et production de marchandises "militaires" se complètent, sont en rapport fonctionnel réciproque en temps de paix comme en temps de guerre. Qu'auraient pu faire par exemple les marines US dans le désert s'ils étaient restés sans eau? Et pourtant la production d'eau potable, son transport et son stockage sont l'affaire d'une des branches industrielles parmi les plus "écologiques" et "pacifiques".

C'est cette approche scientifique qui a permis au facteur communiste non seulement de prévoir la guerre comme conséquence de la crise qui arrivait⁶ mais encore de pouvoir nettement afficher les raisons spécifiques du conflit et de dénoncer sa nature hautement meurtrière et destructrice malgré les mensonges médiatiques sur la "frappe chirurgicale, ciblée, propre". Si l'affrontement terrestre n'a pas eu lieu avec la dimension et l'intensité tant de fois invoquées par le pantin Saddam, cela n'est pas tant dû à la précision et au savant dosage des coup portés qu'à leur caractère massif et "aveugle". Et si dans le camp irakien ont manqué *"la détermination des combattants et l'intelligence de leurs chefs"* (Lénine), véritable soubassement de l'"art de la guerre", c'est bien parce que la "préparation navale et aérienne" a mis en pièces l'une et l'autre avant la bataille terrestre.

poursuivront dans la direction d'une armée quasi exclusivement composée par des appelés peu ou pas rémunérés, longtemps retenus « sous les drapeaux » afin de les soustraire à un marché du travail en dépression chronique et employés de façon intermittente comme force de travail militarisée bon marché.

⁶ Ce que notre mouvement avait prévu en avril 1990 : *"crise de valorisation planétaire du capital à une date à notre avis très rapprochée -dans le courant de 1990- et d'une ampleur au moins égale à celle de 1981."* (MC N°1 Editorial.)

L'ensemble des questions ici seulement effleurées, la détermination économique de la guerre, ses relations avec le cycle économique du capital social, sa science et son art sont autant de têtes de chapitre d'un travail plus vaste que le communisme orthodoxe ne saura escamoter sous peine d'être battu en tant que mouvement et en tant que théorie révolutionnaire. Notre mouvement, conformément à cette dernière considération s'y est engagé dès sa constitution. La question militaire est une des questions théoriques centrales que Mouvement Communiste affrontera prochainement.

"Considérons la question militaire. Pas un social démocrate tant soit peu versé dans l'histoire, formé à l'école du grand expert en art militaire que fut Engels, n'a jamais mis en doute l'énorme importance des connaissances militaires, considérées comme des moyens dont les masses et les classes du peuple usent pour résoudre les grands conflits historiques. Jamais la social démocratie ne s'est abaissée à jouer aux complots militaires, jamais elle n'a mis au premier plan les questions militaires, tant qu'on était pas en présence des conditions d'une guerre civile à ses débuts"

(Lénine: La direction politique et militaire dans la lutte de masse du peuple. Oeuvres T X)

Pour le destin de la classe exploitée, alors qu'il n'y a aucun signe tangible pour espérer aujourd'hui en son réveil révolutionnaire, ce travail théorique vaut bien plus que l'agitation hystérique de mots d'ordre issus de période dont toutes les caractéristiques du cours politique prolétarien étaient aux antipodes des actuelles. Ceci amène nécessairement à la critique des caricatures du défaitisme révolutionnaire produites par l'extrême gauche durant la dite guerre du Golfe; et à sa défense intégrale en tant que vaste manoeuvre tactique qui, en présence de la guerre inter-capitaliste, permet la transformation de la lutte ouvrière indirecte contre le mode de production capitaliste en lutte directe pour la prise du pouvoir politique. Le défaitisme révolutionnaire appelle à la défense intransigeante des intérêts de classe bâtissant sur ce socle les conditions subjectives du passage à la lutte politique offensive du prolétariat pour imposer la paix par la révolution communiste. La possibilité de la réussite de la manoeuvre est par conséquent toute entière déterminée par l'existence spontanée de grandes luttes économiques de la classe ouvrière. C'est uniquement à cette hauteur du conflit de classe qu'elle a une chance d'aboutir. Les luttes de défense prennent à leur tour de l'ampleur lorsque la crise de valorisation frappe en profondeur et d'une façon durable les exploités. Si bien que le capital par ses organes divers - partis, syndicats d'état, instituts de cogestion, police, armée, etc. - ne peut et n'arrive pas à étouffer le mouvement. Dès que cette crise atteint l'Etat en profondeur elle devient politique. A ce moment, s'affirme l'emprise du communisme comme programme sur de larges fractions d'opprimés, le parti se renforce, la situation est pré révolutionnaire. Enfin, au moment précis où tous ces éléments passifs et actifs

atteignent le point de fusion, la lutte économique se mue massivement en lutte politique pour le pouvoir ouvrier avec le parti communiste à sa tête s'appuyant sur un réseau consistant d'organes de défense, d'organes politiques et militaires de la classe insurgée. La situation sera alors révolutionnaire. Pendant ce temps le défaitisme révolutionnaire dans les conditions de la guerre capitaliste aura rempli son rôle de passerelle tactique d'une phase à l'autre. Il aura réussi à transformer la guerre inter-capitaliste en défaite de la bourgeoisie puis en guerre civile.

"La révolution en temps de guerre, c'est la guerre civile; or, la transformation d'une guerre de gouvernements en guerre civile est facilitée par les revers militaires, par les défaites, des gouvernements; d'autre part, il est impossible de contribuer à cette transformation en guerre civile si l'on ne pousse pas, du même coup, à la défaite. [...] Pourtant, s'il n'y a pas d'action de cet ordre, des millions de phrases aussi révolutionnaires qu'on voudra sur la lutte contre "la guerre, les conditions, etc." ne seront que de la monnaie de singe".

(Lénine "Du défaitisme dans la guerre impérialiste" 26 juillet 1915. Contre le Courant. P. 117)

Or aujourd'hui et pour ce qui concerne la campagne américaine d'Irak les faits évoqués par Lénine n'ont pas été de mise. Les luttes ouvrières même défensives ont été presque totalement absentes durant les hostilités, la manoeuvre tactique du défaitisme révolutionnaire était donc invalidée dès le début. C'est pour cette raison que les communistes authentiques ne se sont pas livrés à des rodomontades, à des déclarations de guerre factices, à des appels au "sabotage", à l'"exécution des officiers", à des grèves générales de condamnations morales ou autres hymnes au bienfait du commerce mondial. Ce genre de diarrhée verbale est étrangère à la tradition prolétarienne. Les communistes n'ont pas à menacer sans cesse l'ennemi, ils ont à l'achever quand la situation le permettra⁷.

⁷ Il est à souligner que tout groupe repoussant, à l'époque de la grande industrie et du marché mondial capitaliste, le défaitisme révolutionnaire systematique se situe irrévocablement dans le camp de la contre révolution. Mais d'autres formes plus sournoises de rejet de la tactique défaitiste ont de tous temps vu le jour. D'un côté sa dévalorisation par la mise en avant permanente des consignes ultimes qui par contre doivent être données uniquement à la veille de l'assaut final du prolétariat. De l'autre en faisant d'une manière tout aussi constante, état d'indifférence envers les diverses situations de guerre et leurs issues. Ce dernier comportement visant à « ne pas prendre parti », à rester « au-dessus de la mêlée » s'apparente au neutralisme et au pacifisme tandis que le premier fait partie de la famille opportuniste extrémiste. La ligne de démarcation de classe doit être gravée dans le corps social même au plus profond du cycle politique contre-révolutionnaire ne fût que par le truchement d'une simple action de propagande communiste contre tous les opportunistes « de gauche et de droite » encore bien

"Or, quand on parle d'actes révolutionnaires en temps de guerre contre le gouvernement de son pays, il est indubitable, incontestable qu'il s'agit non seulement de souhaiter la défaite de ce gouvernement, mais d'y concourir effectivement (nous soulignons)"

(Lénine: "Du défaitisme dans la guerre impérialiste" 26 juillet 1915 Contre le Courant P.116)

Depuis toujours la façon la plus efficace de briser l'outil tactique consiste à dérégler ses mécanismes. Puisque le défaitisme révolutionnaire correspond à un enchaînement précis, minuté, de moments tactiques particuliers, dont chacun possède des finalités ponctuelles, anticiper l'un ou post poser l'autre en contrevenant au plan préétabli si cela n'est pas justifié par les coordonnées du combat classiste, signifie infirmer sa pertinence globale. Le communisme maintenu, conscient de cela, à axé son action de propagande au sein de la classe durant et après la dite crise du golfe sur l'élucidation de ses causes et sur la nécessité de la reprise de la lutte classiste pour la défense rigoureuse des intérêts prolétariens conduite en dehors et contre l'Etat capitaliste et tous ses organes politiques et syndicaux. Une telle perspective, incarnée par le mouvement ouvrier, aurait pu faire échec à l'embrigadement guerrier des population des deux camps et aurait pu commencer à tisser la toile internationaliste entre les différentes fractions nationales du prolétariat. Malheureusement, mais comme prévu par le communisme révolutionnaire, il n'en a pas été ainsi.

II. Scénarios pour un massacre annoncé⁸

enracinés dans le prolétariat. C'est le prix à verser pour que la lutte intransigeante contre la bourgeoisie soit à terme payante. Mouvement Communiste agit ainsi en pleine conformité avec l'action anti-opportuniste menée par la gauche zimmerwaldienne marxiste contre le "centre et la droite des Kautsky, Hilferding et autres Luxembourg...)

⁸ Il est symptomatique de constater comment même le vocabulaire officiel employé pour « narrer » la campagne d'Irak est calqué sur celui de la deuxième guerre mondiale bien que sur le plan euristique il est totalement infondé. Symbolique belliciste oblige...

Toute action communiste cherche ses racines dans la connaissance exacte - scientifique - de l'état du mouvement réel du cycle économique du capital social mondial. Le garde fou de l'analyse de la situation concrète permet au communisme organisé de ne pas brader ses principes en lançant des grandes phrases radicales mais de se placer au sein de la classe au niveau de celle ci pour y impulser l'organisation et le combat classiste dans les limites autorisées par la période historique⁹.

La dite crise du Golfe s'est produite pendant une phase du cycle politique prolétarien et a rejailli sur celui ci de telle façon que toute explication simplifiée de cette réalité serait tronquée donc fausse. Le facteur communiste ne peut escamoter l'identification, forcément complexe, des conséquences du conflit sur le mouvement ouvrier. Notre organisation a essayé d'aller au-delà de l'image statique, du constat brut d'un mouvement ouvrier presque inexistant bien que secoué par une crise de valorisation d'envergure et par la recrudescence d'affrontements armés capitalistes en tous genres. Voici quelques conclusions auxquelles nous sommes parvenus;

Premièrement, l'élan prolétarien mondial des années 1988 et 1989, certes jalonné de défaites souvent cuisantes, a été interrompu par l'invasion du Koweït et par la campagne d'Irak qui l'a suivie. Les mouvements ouvriers et des plèbes affamés des pays capitalistes faibles avaient tout au long des années 1988 et 1989 frappé la bourgeoisie mondiale par des insurrections et des grèves soudaines et déterminées. Leur intensité, leur caractère itinérant et leur nature prolétarienne, incontestable pour ceux qui ne confondent pas la direction souvent bourgeoise de ces moments de la lutte classiste avec les mouvements mêmes, ont rencontré une réaction bourgeoise rageuse, déterminée par l'accélération et la synchronisation du cours capitaliste à la crise mondiale. Malgré cela et jusqu'à l'insurrection inachevée des principales villes ouvrières en Chine durant laquelle, nous le rappelons, la fraction la plus nombreuse du prolétariat mondial s'est mise en mouvement, la course au renversement du signe contre-révolutionnaire du cycle politique de la classe n'a pas été stoppée, ni ralentie. Mouvement Communiste avait à l'époque, émis l'hypothèse que si des faits semblables s'étaient produits par la suite dans un ou plusieurs pays centraux du MPC, le mouvement en Chine aurait pu scander l'instant historique de ce renversement. Il n'en a rien été. Avec la terrible répression qui s'est abattue sur les ouvriers de Chine et par l'incapacité globale des mouvements de se libérer de leurs expressions politiques et syndicales contre-révolutionnaires la roue de la lutte de classe s'est presque arrêtée. Cela est toujours vrai, même si les ouvriers d'Allemagne, d'URSS et de Pologne continuent à se battre contre la crise et même si des secousses

⁹ Nous soulignons ici la différence essentielle qui existe entre prévision marxiste et fatalisme. Ce dernier entraîna certains groupes -voyant leurs "prévisions" mécaniques et fatalistes démenties- à s'auto supprimer, à fuir sans principe vers le repli académique de l'étude au coin du feu.

prolétariennes périodiques bouleversent les petits pays d'Afrique noire. Le décalage trop important qui existe entre ces phénomènes classistes et la réalité de la crise qui imposerait des réactions ouvrières bien plus consistantes ainsi que la séparation persistante entre les mouvements existants et la classe ouvrière des pays capitalistes forts, toujours absente de la scène de la lutte, diminue la portée générale des agitations présentes. Le déclenchement de la guerre capitaliste dans le Golfe s'est fait dans ce contexte. Ceci explique déjà en bonne partie pourquoi elle a pu avoir lieu sans que la moindre opposition prolétarienne ne se soit dressée et pourquoi des fractions importantes de la classe exploitée ont manifesté de l'indifférence pour le sort des frères irakiens voire pire, ont pris place dans l'action nationaliste et xénophobe des différentes bourgeoisies impliquées dans le conflit.

Deuxièmement, la cristallisation nationaliste, religieuse et xénophobe de nombreuses fractions de la classe ouvrière mondiale, leur allégeance à leur propre bourgeoisie s'est traduite en une division accentuée au sein des principales métropoles industrielles entre prolétaires appartenant à la nationalité, confession, ethnie dominante et les autres. De la même manière l'absence, même minime, de toute solidarité de la part de la section américaine de la classe ouvrière à l'égard des populations directement frappées par les bombes et les balles de l'armée US ne manquera pas de laisser de profondes traces lorsque l'heure de l'unification révolutionnaire internationale du prolétariat aura sonné. Cela vaut aussi, bien entendu, pour les ouvriers juifs d'Israël souvent complices de la répression bourgeoise des palestiniens que pour ceux d'Irak restés toujours muets devant l'écrasement des révoltes kurdes etc.

Dés le début des hostilités en août '90, le communisme organisé, conscient de ces deux dangers alors que la contre-révolution perdure, avait déclaré que la guerre inter-capitaliste avait constitué un facteur inhibant la perspective de la reprise de la lutte classiste. Il esquissait à ce moment là trois hypothèses sur le déroulement des faits. Les voici en ordre croissant de probabilité et de négativité pour le cours politique prolétarien.

1) le pourrissement de la situation sans conflit armé. Le face à face belliqueux, très coûteux sur le plan des dépenses budgétaires pour les Etats engagés, aurait été particulièrement néfaste pour les économies des pays capitalistes concernés et aurait à la longue entamé leurs certitudes et l'alignement guerrier des prolétaires. Il aurait aussi accentué les fluctuations du prix du baril, du cours des changes des monnaies et des actions boursières. En d'autres termes, il aurait partiellement invalidé le levier financier de la production de marchandises.

2) un conflit armé long et à l'issue incertaine. L'impossibilité d'une victoire irakienne étant acquise, le cours du conflit aurait pu avoir une trajectoire autre que celle qu'il a connu. Si la durée de la confrontation avait dépassé les six mois, si l'Irak avait réussi à élargir le front par l'implication d'autres pays de la région, si les dégâts en hommes et en matériels avaient été importants pour les alliés, en

un mot si l'armée irakienne avait tenu le choc pendant une période plus longue, l'union sacrée des « Onusiens » se serait fissurée et les populations des pays de la coalition anti-irakienne auraient commencé à se désolidariser de leurs propres classes dominantes. Il se serait ajouté tous les phénomènes économiques prévus dans la première hypothèse bien que le sang versé des deux côtés aurait probablement soudé dans un premier temps les sociétés civiles à leurs Etats. A terme, on serait revenu à un contexte semblable à celui de la première hypothèse.

« Alan Greenspan juge que les Etats-Unis pourraient affronter une récession longue et de forte ampleur si la guerre dans le Golfe dure au-delà de six mois. Aujourd'hui, le « cycle économique est extrêmement sensible au sentiment de confiance des consommateurs, a déclaré le chairman de la FED. Le risque que cette confiance ne revienne pas suffisamment (vite), et d'une manière adéquate pour tirer l'économie de la récession, est malheureusement plus élevé que j'aimerais. » »

(La tribune de l'expansion du 01/02/91)

3) la solution rapide de la « crise du Golfe » par une action armée éclair, menée avec succès par les alliés. C'est effectivement ce qui s'est passé. La force concentrée d'une portion congrue des pays capitalistes forts a été appliquée à un théâtre des opérations fort favorable. La probabilité d'une victoire rapide a été accrue en effet par la nature presque pure du champ de bataille, c'est-à-dire nettoyé du facteur humain « irrégulier » (les populations civiles soumises aux intenses bombardements préalables ont fui), par la faible densité démographique de la région, par la morphologie physique du territoire concerné (désertique et dépourvu de montagnes et de cours d'eau significatifs) et par des conditions climatiques favorables. A cela se sont ajoutées les graves erreurs stratégiques et tactiques de l'encadrement militaire irakien.

Une issue de ce genre n'a certes pas investi le cours capitaliste à la crise mais elle en a émoussé certains aspects et postposé certaines échéances. Nous le verrons plus en détails dans le prochain chapitre. En revanche ce qui est certain et, dans un sens, nouveau, c'est l'ivresse patriotique des sociétés civiles des pays victorieux. Peu ou pas touchées par les atrocités de la guerre, n'ayant pas dû payer pour l'instant un prix économique trop élevé pour financer l'effort guerrier de leurs Etats, les populations des pays forts du MPC, classe ouvrière et couches moyennes salariées confondues, ont soutenu sans faille leurs propres bourgeoisies.

Il n'en a pas été de même pour l'Irak. L'armée irakienne, décimée par les bombardements aériens et navals, privée de la chaîne de commandement, de toute possibilité de bouger, de ravitaillement en vivre et en boissons, dépourvue de logistique -nerf de la guerre moderne-, aveuglée par l'absence totale de renseignements sur les mouvements de l'ennemi, sans couverture maritime et aérienne n'avait plus aucune chance de résister un tant soit peu à l'offensive

terrestre. L'absence d'un soutien actif et militaire suffisant de la part des masses d'Irak et des pays arabes l'a ultérieurement affaibli.

C'est ainsi qu'elle s'est décomposée tel un cadavre trop longtemps exposé au soleil dès que les troupes fraîches des alliés sont allées la cueillir. La désertion individuelle et collective, la reddition massive, l'auto-humiliation et les retournements de casaque ont, à partir de ce moment, été les seuls moyens des fantassins paumés pour ne pas être purement et simplement exterminés. Les communistes, malgré le jugement nettement négatifs qu'ils portent sur l'épilogue du conflit, ne peuvent que se réjouir du fait que les prolétaires et les paysans pauvres d'Irak n'aient pas choisi de s'immoler sur l'autel de leur Etat capitaliste. Ils saluent également le courage manifesté par les populations ouvrières et paysannes kurdes dans leur révolte désespérée, arrêtée dans le sang par l'action militaire conjointe de l'Irak, de la Turquie et de l'Iran, menée sous le regard consentant et hypocrite des alliés occidentaux.

Parmi les notes susceptibles d'atténuer partiellement l'évaluation négative pour le mouvement prolétarien que le communisme orthodoxe donne de l'issue de la dite crise du Golfe, il faut énumérer la situation de la région proche et moyen-orientale après la guerre. En plus de l'écrasement évident de l'Irak, tous les pays de la zone environnante ont été diversement atteints par le rouleau compresseur de la guerre. Toutes les contradictions économiques présentes avant le conflit ont été exacerbées et d'autres de nature essentiellement « sociales » s'y sont ajoutées. Il suffit de penser au futur de pays comme la Jordanie pour en saisir l'étendue. Ou bien à l'avenir de populations martyrisées telles les palestiniens et les kurdes. On assistera sans aucun doute à une érosion accélérée de l'emprise bourgeoise sur de larges franges du prolétariat et des masses plébéiennes de ce secteur du monde. Les classes dominantes ont de moins en moins à offrir aux classes dominées poussées de plus en plus à la révolte par l'aggravation de leurs conditions d'existence et acculées à un exode sans fin à la recherche d'un sol hospitalier pour y vivre et y travailler. Des masses imposantes commencent à errer dans la région comme ailleurs dans le monde, constituant autant de réservoirs mobiles d'explosifs sociaux. Les Etats de la région tremblent déjà sous la pression désordonnée des sans réserves en mouvement.

Néanmoins, nonobstant ces nuances apportées, le bilan global que les communistes doivent tirer de la guerre du Golfe et de la paix armée actuelle est sans ambiguïté d'un signe négatif pour le sort politique de la classe révolutionnaire. C'est en se basant sur une telle grille d'interprétation que le Mouvement Communiste, dès l'apparition du différent inter-capitaliste, a tenu à mettre en garde les exploités et les opprimés des pays où il est présent (cf. la première adresse de septembre '90) contre d'une part leur subordination aux sirènes bellicistes et/ou pacifistes de la bourgeoisie, pour l'application sans délais de la manoeuvre tactique défaitiste dans les deux camps et d'autre part contre toute indifférence à l'égard de l'issue du conflit si le mouvement ouvrier mondial n'avait pas réussi (comme du reste prévu par le Mouvement communiste) à arrêter

la confrontation armée inter-capitaliste au démarrage ou pendant l'affrontement lui-même. Voici notre position à ce propos :

Au plus les USA et leurs alliés rencontreront des difficultés militaires dans le Golfe, au plus aux USA et dans les autres pays centraux du MPC, la possibilité de combats défaitistes et classistes aura des chances de se développer. Par contre, une victoire claire, nette, rapide et totale des USA et de leurs alliés se concrétisera nécessairement en une certaine reprise économique et par un renforcement partout dans le monde de la dictature démocratique du capital, postposant d'autant la lutte ouvrière révolutionnaire (qu'on se souvienne à contrario du « syndrome » vietnamien.).

"Viennent les guerres mondiales; tout parti prolétarien qui a aidé son Etat en guerre ou les alliés de celui ci a trahi : partout il fallait pratiquer la tactique du défaitisme révolutionnaire. Mais entre tirer cette conclusion limpide et dire que la victoire de l'un ou l'autre camp était totalement indifférente pour le développement des événements dans un sens révolutionnaire, il y a un monde. On sait quelle était notre position à ce sujet. La victoire des démocraties occidentales et de l'Amérique dans la première et la seconde guerres mondiales a retardé les possibilités de révolution communiste, alors que l'issue inverse les aurait accélérées.

On doit dire la même chose d'une victoire éventuelle du monstre capitaliste américain dans une troisième guerre mondiale, qui peut survenir d'ici une dizaine ou une vingtaine d'années."

(A. Bordiga. "Facteurs de race et de nations dans la théorie marxiste 1953¹⁰ Ed. Prométhée p.147)

III. Cours du capitalisme : éléments passifs et actifs actuels.

« Or, on n'est plus qu'à deux mois du milieu de l'année, et les données continuent à montrer que les paramètres fondamentaux d'un redémarrage

¹⁰ Au delà du caractère pertinent de cette citation, notre mouvement tient à souligner la sous-estimation propre à la gauche dite italienne de l'intensité et de la durée de la contre révolution ; cela a entraîné l'erreur de prévision dans sa prévision des cycles, des crises et donc des guerres.

économique ne sont pas en place. A coup sûr toutes les autres récessions avaient déjà pris fin alors que celle-ci semble être un peu plus longue que ce qui avait par beaucoup d'économistes. »

(James C. Cooper et Kathleen Madigan. « Vous pensez que le recul est terminé ? Regardez juste les indicateurs économiques. » in Business Week 29/04/91. PP. 11/12)

L'épilogue de la dite crise du Golfe a montré la réelle prépondérance des USA et de leurs mouches cochères britanniques et la confirmation du rôle central de gendarme régional d'Israël mais aussi le déclassement de l'URSS, de la France et de la CEE. En particulier, la Communauté Européenne a été incapable d'exister en tant qu'unique Etat doté d'une politique étrangère propre et des moyens diplomatiques et militaires pour la mettre à exécution. Ceci confirme l'appréciation classique de notre mouvement selon laquelle le capitalisme est incapable de dépasser le cadre de l'Etat-nation pour parvenir à une réelle unification transnationale. Seul le prolétariat et son Etat pourront cela.

Un an après les délires médiatiques sur la chute du mur de Berlin, sur la démocratisation en Russie et la nouvelle paix - sociale - enfin recrée, la dure réalité de la crise et de la guerre a fait voler en éclat ces mythes réactionnaires. Plus que jamais, l'Europe est désunie et chaque Etat nation cherche au mieux de ses possibilités à se préserver et à bien se positionner dans la compétition mondiale accrue qui constitue la toile de fond de l'éclatement du conflit dans le golfe.

Pour les anciens pays du "socialisme réel" la triple crise monétaire, énergétique et agricole (se muant aujourd'hui en crise industrielle) les entraîne inévitablement et malgré les diverses et dérisoires tentatives de restructuration vers l'éclatement de l'Etat et des conflits sociaux insolubles nonobstant l'actuelle capacité bourgeoise de les dévoyer vers les pièges contre-révolutionnaires du nationalisme, du séparatisme et de la religion. Cette crise plonge des pays tels que la Roumanie, la Bulgarie, la Pologne et l'URSS dans une catastrophe économique inégalée.

Ils sont d'ores et déjà des perdants de la guerre contre l'Irak car elle a agit en tant que facteur puissant du détournement des capitaux « occidentaux » vers les marchés autrement plus juteux de la reconstruction. Si dans la période qui a précédé le conflit dans le Golfe ces pays ont été la cible d'investissements étrangers et en particulier allemands, l'émergence du grand marché de l'après guerre au moyen-orient en réduira nécessairement le débit par ailleurs jamais vraiment suffisant. En effet, qu'ont-ils à échanger ces pays où toute marchandise fabriquée l'est à des coûts de production trop élevés par rapport à son prix de production ? Où les monnaies sont progressivement remplacées dans leur fonction de moyen de circulation par des monnaies étrangères ou bien sont tout

simplement escamotées par le troc ? Où toute restructuration productive, administrative dans les services est interdite par l'absence de capital financier disponible et par l'effervescence de la société civile ? On pourrait continuer encore longtemps l'énumération des obstacles à l'accumulation dans cette aire mais ce qui est essentiel c'est qu'à l'heure actuelle aucune fraction nationale du capital social mondial n'est en position de pouvoir soutenir par l'octroi d'un volume adéquat de crédit à long terme, la gigantesque mutation des conditions de la production qui s'impose. Aucun capital « national » n'est dans cette phase du cycle économique, valorisé au point de dégager une masse conséquente de capital porteur d'intérêts sans tomber dans les embûches d'une hausse vertigineuse des taux d'intérêt à long terme. Quiconque se hasarderait dans une opération financière de ce genre importerait la crise des pays de l'Est européen au lieu d'exporter vers ces derniers les moyens monétaires de la reprise de la valorisation.

A. Les perdants :

- **L'Allemagne**

L'Allemagne réunifiée par l'annexion de la RDA par la RFA, commence à manifester des signes d'essoufflement, à ressentir sur son corps vigoureux tout le poids de la catastrophe de l'accumulation dans son aire géopolitique historique. De plus l'invasion américaine de la péninsule arabique aura pour elle trois conséquences négatives. Au premier chef la contrainte au paiement de l'impôt de guerre - sorte de droit de péage moderne pour l'accès au pétrole et au marché des pays de la région. Deuxièmement l'obligation de relever les taux d'intérêt pour attirer les capitaux monétaires nécessaires au financement du budget de l'Etat grevé par les impératifs de l'annexion de la RDA et de la maîtrise de l'aire est-européenne. Cette deuxième contrainte est rendue encore plus pressante par l'effet de centralisation des capitaux mondiaux aux mains américaines à la suite de la victoire militaire. Pendant un temps, le dollar US redevient la monnaie « sûre » du capitalisme planétaire, le moyen de paiement international privilégié. En troisième lieu, même en ordre d'importance, on assistera à la perte temporaire du juteux marché irakien. Le partenaire économique et commercial principal de l'Irak après l'URSS était la RFA/RDA. Le capitalisme allemand, tendant comme souvent dans son histoire récente à l'expansion de son marché, est poussé à se démarquer de plus en plus des maîtres du monde américains ; il est également obligé de se frotter au géant russe et à ses vassaux d'il y a peu, essayant de consolider sa nouvelle emprise sur l'est-européen envers et contre les anciens pays dominants de cette région, la France et la Grande-Bretagne. La remise en mouvement de l'Allemagne vise à terme à remettre en question la hiérarchie économique mais aussi politique et militaire du monde capitaliste. L'Allemagne donc est encore et toujours, depuis le début de ce siècle, sur la ligne de crête du

MPC : épicerie de la reformation des fronts capitalistes de la future boucherie planétaire et du processus révolutionnaire mondial. Pour la troisième fois le casse-tête crucial du capitalisme allemand - grande puissance industrielle aynat un marché insuffisant¹¹ - sera gros de la dislocation guerrière des pays capitalistes centraux. La situation créée par la campagne américaine en Irak ne fera qu'accélérer le cours à la guerre mondiale.

- **Le Japon**

Deuxième puissance capitaliste mondiale, le Japon¹², est lui aussi à ranger du côté des perdants dans la guerre du Golfe (même si les conséquences défavorables spécifiques sur l'accumulation sont ici d'une gravité moindre que pour l'Allemagne). En témoignent ses réticences à passer à la caisse américaine pour financer son « effort de guerre » ainsi que sa volonté de ne pas rater la reconstruction en Irak. Sur le plan de la politique extérieure, le Japon s'éloigne de plus en plus des Etats-Unis et restreint son rôle de bailleur de fonds de l'Etat et des institutions financières US. Aussi bien en ce concerne son positionnement politique et diplomatique international qu'en ce qui concerne sa position au sein du marché mondial, le Japon envoie des signaux clairs et persistants d'une autonomie croissante par rapport au géant américain. A titre d'exemple, il suffit de citer les dernières démarches auprès de l'URSS pour réduire l'exposition

¹¹ En l'année 1990, la RFA a repris la première place dans le commerce mondial avec 12.1% d'exportations sur le total. Confirmation supplémentaire, s'il fallait, à la fois de sa place centrale au sein du MPC et de son besoin chronique de marchés extérieurs.

¹² *"Deuxième et troisième puissances industrielles mondiales, le Japon et l'Allemagne sont en 1990 les deux locomotives de la croissance avec une hausse respective de 6.1% et de 4.5% du produit national brut produit intérieur brut (PNB PIB) laissant loin derrière la France (2.5%) alors que le Royaume Unis 1.6%) et les Etats Unis (1%) entrent en récession. Ils sont aussi les deux premiers exportateurs : la RFA réalise en 1989 : 13% des exportations mondiales, devant le Japon (10%). Entre 1980 et 1989, les exportations industrielles allemandes progressent de 91% et celles du Japon de 114%.*

Cette dynamique leur permet de dégager de fantastiques excédents quasi structurels : entre 1981 et 1990, la balance courante affiche un excédent cumulé de 500 millions de \$ pour le Japon et de 280 milliards de \$ pour la RFA. La balance des paiements courants pour 1990 laisse apparaître un excédent de 49 milliards de \$ pour la RFA et de 38 milliards de \$ pour le Japon alors que le déficit américain plonge à 104 milliards et celui du Royaume Uni à 30 milliards."

Laurent Carroué: Nouvelles alliances germano nippon. in Le monde diplomatique février 1991)

militaire à son égard (cf. les îles Kouriles) ou le resserrement des relations commerciales, financières et productives avec la Chine populaire et en général tout le sud-est asiatique ou encore le repli des investissements aux USA qui s'est vertigineusement accéléré dès 1988 (donc bien avant la crise actuelle).

Le Japon a entamé un mouvement semblable à l'Allemagne, de consolidation d'une aire géopolitique propre où toutes les déterminations du marché lui appartiennent. Aussi bien les déterminations économiques que politiques et militaires. Pour ce faire, un rôle primordial doit être joué par le marché intérieur, véritable valve de compensation lorsqu'il s'agit de réorienter les flux des capitaux d'une aire à une autre ou d'un ou plusieurs pays à d'autres. L'accent actuel mis sur le renforcement du marché intérieur n'est pas le simple résultat de la crise, il correspond à une longue lame de fond dont l'aboutissement dépassera le cycle économique présent. Si on se place maintenant au niveau des faits conjoncturels, on constate que le Japon est placé dans une crise financière bien amorcée. Le système bancaire est touché par des résultats négatifs et par des risques d'insolvabilité des débiteurs (immobilier, pays capitalistes faibles, certaines banques américaines, sociétés de courtage,...). La pression à la hausse des taux d'intérêt se précise sous l'impulsion de plusieurs facteurs. Le déséquilibre des changes provoqué par la surévaluation du dollar « armé » a affaibli le yen. Cela dans le contexte d'un besoin accru de capital monétaire pour financer les dépenses étatiques et d'une exigence plus importante, en période de chute des profits, de réduire les coûts de production par la baisse de la valeur monétaire des importations de moyens de production et/ou de matières premières et auxiliaires (souvent exprimée en dollars). Le Japon, pour soutenir le cours des changes de sa monnaie à l'égard du dollar dans une phase de dévalorisation du capital total, est forcé de relever le taux d'intérêt, d'opérer une ponction plus importante sur une plus-value sociale relativement moindre. L'antagonisme intérêt/profit industriel est destiné à croître et dans un environnement mondial de ce genre, à suffoquer l'accumulation. A partir de ces considérations, les menaces sur le capital au Japon sont claires, elles s'appellent déficit du budget de l'Etat, rétrécissement du commerce mondial, cours du dollar stimulé, instabilité des prix de marché des matières premières et auxiliaires (pétrole en tête) et crise bancaire. La machine du capital productif japonais, véritable bijou du MPC est en train de ralentir : les indicateurs de l'investissement en capital fixe et de la productivité du travail sont en baisse¹³. La crise industrielle qui a happé USA, Grande-Bretagne, URSS,

¹³ En période de soumission réelle du procès de travail au capital, la prédominance du capital fixe sur le capital variable, exprimée par des compositions techniques et en valeur de capital élevées, rend la productivité du travail totalement dépendante du niveau technologique de la production. L'odieux préjugé de la bourgeoisie « occidentale » qui veut que les ouvriers des anciennes « démocraties populaires » ne soient pas productifs parce que non « stimulés » par la crainte du chômage révèle toute sa grossièreté. Le faible niveau de productivité du travail dans ces pays est en réalité la conséquence d'un faible niveau technologique de

Chine, Canada et Australie au moins depuis le dernier tiers de 1990 n'est pas loin d'atteindre les deux pays capitalistes forts qui montent : Japon et RFA. La crise monétaire, elle, est déjà en cours partout et se superpose à la guerre « proprement dite » lui donnant toute sa signification. Que l'on se souvienne de la hausse des taux directeurs de la Bundesbank du 01/02/91, décidée durant l'« offensive terrestre », et la façon dont elle fut décrite par les organes de presse alliés. Les accusations de trahison, d'agression économique, de collaboration avec l'ennemi ont été monnaie courante ; on insinuait que l'Allemagne redevenait le berceau de toutes les tentations néfastes... La « préparation idéologique » de la guerre économique s'intensifiait. L'engrenage infernal qui consiste à décharger sur le maillon faible le plus proche sa propre crise, fonctionne à plein régime. La RFA soutient le mark contre la dépréciation par la hausse des taux d'intérêt, les monnaies du système monétaire européen, par le fameux principe des vases communicants de capitaux, accusent le contrecoup et se voient dépréciées à leur tour. La hausse des taux est alors inévitable et ainsi de suite. Le cercle vicieux de la dépréciation en chaîne des monnaies nationales et de l'augmentation concomitante de la valeur de l'argent (intérêt) prêté/emprunté est enclenché. L'argent dans ses fonctions d'unité de compte et de moyen de circulation croise le fer avec l'argent comme moyen de crédit.

« Le système monétaire est essentiellement catholique. Le système de crédit essentiellement protestant. L'Écossais hait l'or. En tant que papier monnaie, le mode d'existence monétaire des marchandises n'a qu'une existence sociale. C'est la foi qui sauve. La foi dans la valeur monétaire en tant qu'esprit immanent des marchandises, la foi dans les agents industriels de la production en tant que simples personifications du capital qui se met lui-même en valeur. Mais le système de crédit ne s'est pas plus émancipé de la base du système monétaire que le protestantisme des fondements du catholicisme ».

(Marx. Le Capital. Livre 3. Tome 2. P. 252. Ed. Sociales)

L'argent comme valeur s'affronte à l'argent comme marchandise (valeur pour l'échange). Le crédit, sa valeur, étrangle dans ses conditions la circulation de l'argent donc sa valeur d'usage.

« La valeur d'usage de la marchandise commence avec sa sortie de la circulation, tandis que la valeur d'usage de l'argent en tant que moyen de circulation est sa circulation même ».

(Marx. Contribution à la critique de l'économie politique. P. 70. Ed. Sociales)

l'appareil de production et de la grave crise de dévalorisation du capital total, du non renouvellement de l'outil de production (interruption de la rotation du capital total en particulier de sa partie fixe).

Des zones entières du monde capitaliste (à l'instar de nombreux pays du Proche et du Moyen Orient et ce, bien avant la guerre d'Irak), sont écartées du marché mondial des marchandises car dans l'impossibilité de différer les paiements internationaux et dépourvues de réserves en monnaies ayant la propriété d'être moyens de paiement internationaux. Le rétrécissement du crédit disponible est suivi par un recul des échanges de marchandises puis par la surproduction.

« En effet, depuis 1825, date où éclata la première crise générale, la totalité du monde industriel et commercial, la production et l'échange de l'ensemble des peuples civilisés et de leurs satellites plus ou moins barbares se détraquent environ une fois tous les dix ans [aujourd'hui tous les 4 à 6 ans, NdR]. Le commerce s'arrête, les marchés sont encombrés, les produits sont là aussi en quantités aussi massives qu'ils sont invendables, l'argent comptant devient invisible, le crédit disparaît, les fabriques s'arrêtent, les masses travailleuses manquent de moyens de subsistance, les faillites succèdent aux faillites, les ventes forcées aux ventes forcées. L'engorgement dure des années, forces productives et produits sont dilapidés et détruits en masse jusqu'à ce que les masses de marchandises accumulées s'écoulent enfin avec une dépréciation plus ou moins forte, jusqu'à ce que production et échange reprennent peu à peu leur marche ».

(F. Engels. Anti-Dürhing ? 1878. P. 312. Ed. Sociales)

Dans la liste des sinistrés de la crise mondiale succéderont aux pays de l'extrême périphérie du MPC, les pays où sont prédominantes les branches industrielles se rattachant au secteur II de la production de biens de consommation. Des pays comme la Turquie et la Grèce mais aussi l'Espagne et l'Italie et dans une moindre mesure la France ; ayant une composition moyenne de capital, donc moins dépendants de la rotation du capital fixe que par exemple les USA, mais soumis beaucoup plus que ces derniers aux aléas de la consommation improductive de la société civile, peu soutenus par les commandes d'Etat souvent prisonnières de gros déficits budgétaires, sont au bord d'une crise qui pourra dépasser en durée et en profondeur celle de 1981. Au fil de notre démonstration il est aisé de déceler l'arrière-plan de la guerre d'Irak et de l'invasion du Koweït. Les décors plantés se superposent les uns aux autres. De même que durant la seconde guerre mondiale on pouvait qu'au delà de l'avant-scène du conflit Axe-Alliance surgissait l'antagonisme USA-URSS, aujourd'hui se dessine derrière la guerre contre l'Irak les contours du choc probable à venir entre USA, GB et France contre Japon, RFA et encore URSS. Si absentes, deux objections majeures seront susceptibles de modifier cette prospective. La première concerne le Japon : pour poursuivre son éloignement des Etats-Unis et son recentrage sur son aire géopolitique traditionnelle - Chine, nord et sud-est asiatique - il faut que la pression politique et militaire russe sur cette zone et sur le Japon lui-même cesse. D'où la centralité du différent à propos des îles Kouriles. La Chine malgré son

poids, n'est toujours pas en mesure de constituer une menace économique et militaire pour la puissance du Soleil Levant. La deuxième se réfère à l'Allemagne : elle aussi pourra dominer un marché extérieur conforme à son rang productif si les actuelles convulsions russes, des pays des Balkans et de l'Europe Centrale ne l'entraînent pas dans la crise. On le voit bien, l'URSS se retrouve au cœur de la future dislocation. Son déclassement dans la hiérarchie mondiale du MPC est le véritable fait nouveau de cette fin de siècle. A ce propos la confirmation de la suprématie américaine via la guerre d'Irak est à considérer tel un phénomène conjoncturel, capable de repousser les échéances cruciales mais pas de les éviter. Même si la crise mondiale de '90-'91 se solde par une redistribution des rapports de force au sein du capital mondial favorable aux USA, la prévision classique de notre mouvement mettant au centre de la ligne de fracture du MP spécifiquement capitaliste la verticale qui passe par Berlin et celle qui traverse l'Océan Pacifique reste plus que jamais d'actualité. Les éruptions périodiques qui secouent les zones sensibles de la planète (riches en matières premières, centrales par rapport aux voies de communication et/ou aux équilibres militaires) témoignent de la compétition - guerre - permanente qui marque le capitalisme depuis son début. Dans ce cas elles importent peu si l'on se place du point de vue de l'investigation des raisons qui les provoquent. Le déclenchement du futur conflit armé généralisé pourra se localiser dans le Golfe Persique ou en Mandchourie ou encore en Antarctique ou même ailleurs mais son véritable fondement - et son enjeu - est et restera la refonte violente et globale de la hiérarchie du marché mondial et de la division internationale du travail entre les principaux pays capitalistes.

• L'URSS

On citait plus haut l'importance (comme à la veille de la première boucherie mondiale) de la restructuration et de la crise en cours en Russie. Durant cette année 1991, les trois grands faits majeurs, sur lesquels notre mouvement avait mis l'accent dans la livraison de cette revue datée du printemps '90, c'est-à-dire crise agraire, crise monétaire et crise énergétique, ce sont mués en crise industrielle de surproduction. La dévalorisation générale du capital total frappe le capitalisme en Russie avec une force inégalée à ce jour. Bien qu'à l'heure où nous écrivons le recul de la production industrielle ne soit pas encore de l'ordre de celui de pays de son ancien bloc tels la Roumanie, le Pologne, la Bulgarie ou encore la Hongrie, la Yougoslavie et l'Albanie, il ne tardera pas à s'aggraver. D'après les économistes officiels du GOSPLAN la production industrielle devrait chuter de 15 à 20% cette année par rapport à l'année dernière ; un tel pourcentage de baisse s'apparente à celui des USA en 1932. L'Etat-patron est mobilisé pour la sauvegarde de l'échangeabilité des marchandises des marchandises grâce à la défense du cours de change du rouble. Son dysfonctionnement, même en tant que simple moyen de circulation, affaiblit

grandement l'Etat qui est en train de perdre le monopole monétaire dans la circulation intérieure à l'avantage des monnaies étrangères. La dépréciation du rouble correspond à la tentative d'ajuster son cours aux termes réels de change.

« Le prix de marché de l'argent - c'est le nom du capital porteur d'intérêts en tant que capital argent - est déterminé par le marché financier, comme celui de toute autre marchandise, par la concurrence des acheteurs et des vendeurs, par la demande et l'offre ».

(Marx. Théories sur la plus-value. Tome III. P. 598. Ed. Sociales)

La fin ou la réduction des financements étatiques d'une portion des prix de production de façon à pouvoir continuer à vendre certaines marchandises produites à des coûts de production supérieurs est l'autre versant de la manœuvre visant à assainir les comptes de l'Etat. Le capital dont l'Etat est propriétaire paye ainsi par une dévalorisation générale une accumulation insuffisante et une rotation du capital total trop lente. L'Etat-patron entame une restructuration de son appareil productif et de ses fonctions improductives pour réduire les faux frais de la production sociale et de la reproduction de la formation sociale et pour retrouver un taux de profit adéquat. Participant d'une telle réalité, la mise en friche de milliers d'entreprises, l'ouverture au crédit étranger - qui vérifie le constat que le rouble n'est pour l'instant pas opérant comme monnaie de crédit -, la cession/partage avec d'autres pays capitalistes - Allemagne en tête - d'une partie de l'aire géopolitique conquise dans la deuxième guerre mondiale ainsi que la réduction des dépenses militaires. L'Etat russe tente de maintenir son rôle d'agence d'affaires du capital social national par un certain recul/rétrécissement de sa détermination de capital individuel. Parallèlement il entame une profonde restructuration pour garder à terme sa suprématie en tant que capital individuel. Son action à l'égard de la branche extractive est exemplaire de ce double mouvement étatique. Ce secteur productif est central en URSS car c'est une source privilégiée de devises étrangères fortes, le mobile économique majeur de la domination de son aire géopolitique (la vente aux pays satellites de matières premières et auxiliaires à un prix d'environ 20% au prix de la production en était le point d'appui) et le véritable nerf de l'appareil productif (prédominance de la dite industrie lourde grande consommatrice de matières premières et auxiliaires). D'un côté l'Etat en a fait la priorité de sa « modernisation », confirmant de cette façon son emprise sur la branche, de l'autre il en ouvre la propriété à des investissements étrangers. Un premier résultat a été obtenu par la signature au mois de mars '91 d'une lettre d'intention par Gorbatchev et l'allemand Genscher, ministre des affaires étrangères de son Etat, à propos du secteur de l'extraction et du raffinage du pétrole. Cette lettre d'intention établit l'engagement de l'Allemagne à financer la restructuration sur 10 ans contre une prise de participation importante dans les entreprises concernées et des accords de priorité de livraison du produit pétrolier russe. L'unité retrouvée entre les faux ennemis

Eltisine et Gorbachev autour de l'interdiction de la grève des mineurs est un élément allant dans le même sens : elle confirme l'attention toute particulière de l'Etat russe envers les destinées de la branche extractive. La position de l'URSS à propos de la crise dans le Golfe a été inspirée par toutes ces données internes. Le capital russe devait se frayer un chemin diplomatique entre les difficultés suivantes : premièrement son impossibilité économique actuelle, politique et sociale d'entraîner le pays dans une guerre, deuxièmement, le souhait de ne pas perdre l'allié irakien, bien utile sur les plans militaire et commercial, sans par là préjuger la nouvelle démarche de politique étrangère d'ouverture à d'autres Etats de la région (Israël, Turquie, Emirats, Arabie Saoudite...), troisièmement la nécessité de ne pas différencier sa conduite de celle de l'Allemagne. C'est pour ça que dans un premier temps on a pu assister à l'étonnant alignement de l'URSS sur la position des alliés, tempéré par un non engagement militaire propre mais appuyant celui des Etats-Unis (vote de toutes les résolutions onusiennes). Il est pensable que les russes avaient parié sur un pourrissement de la situation qui aurait pu leur permettre de jouer un rôle diplomatique de médiation de premier plan. Sans oublier qu'une « crise » prolongée aurait provoqué une salubre hausse des prix de marché du baril et donc une rentabilité renouvelée des puits russes. Dès qu'il a été clair que les coalisés allaient très vite transformer la « libération » du Koweït en guerre victorieuse et rapide contre l'Irak, ayant pour cible son régime, on a en revanche assisté à une prise de distance progressive de l'URSS vis-à-vis des alliés. La démission du ministre des affaires étrangères Tchekovtchouk et l'ascension de quelqu'un comme Primakov, « ami de toujours » de Saddam Hussein et de la « cause » arabe est l'expression de ce revirement progressif. Cette nouvelle phase a été marquée par les pressions exercées sur Bagdad pour que l'armée irakienne se retire sans conditions du Koweït avant que l'offensive terrestre ne démarre, pressions réussies par ailleurs mais rendues vaines par la détermination américaine d'obtenir un succès militaire total. De la même manière le soutien fourni par l'URSS à la résistance japonaise et allemande à l'impôt de guerre allié doit être lu dans le cadre de cette analyse. L'après-guerre est aussi géré par les russes en conformité avec la prise de distance vis-à-vis des américains : le discours tenu évoque constamment la possibilité, non saisie par les forces gagnantes d'éviter la confrontation armée avec l'Irak. Cependant l'issue du conflit est sans appel pour l'URSS, ce pays est à classer à son tour parmi les perdants. En effet, l'affaiblissement de l'Irak correspond d'une part à celui de l'aile de l'OPEP favorable à une politique des prix du pétrole élevés. Comme nous le soulignons auparavant une telle politique est vue d'un œil favorable par l'Etat-patron russe dont l'objectif primordial est la valorisation du capital de la branche extractive. D'autre part le régime du parti Baas ami est à l'heure qu'il est loin d'être sûr de pouvoir rester en place ; la partie dominante pro-URSS a pour le moins accusé un coup particulièrement dur. Ensuite, l'influence russe sur la région a été fortement réduite par l'accentuation de la pénétration américaine. A l'instar des russes, les Etats-Unis ont transgressé leur politique étrangère passée

qui limitait les rapports dans la région à un certain nombre stable et défini de pays fidèles. L'échiquier mondial est à nouveau en mouvement, tous les pays dominants accroissent leurs démarches expansionnistes qu'elles soient militaires, économiques ou diplomatiques ou les trois à la fois. Aujourd'hui les USA essayent, forts de la suprématie conquise les armes à la main, de rayonner leur influence sur des pays jusqu'à hier alliés de l'URSS. Cette tentative est pour l'instant couronnée de succès. Néanmoins, la véritable pierre d'achoppement reste aussi pour les Etats-Unis, la question dite palestinienne. La domination anglaise de la région avait déjà buté sur cet obstacle majeur et avait permis aux américains de placer leurs pions en exploitant les ratages de la Grande-Bretagne dans la solution du problème des rapports entre populations juives et arabes. Sur le plan rigoureusement économique la perspective de la conquête russe des contrats de la reconstruction en Irak est subordonnée à l'établissement d'accords de coopération et à l'obtention de lignes de prêt de la part de pays comme l'Allemagne et le Japon dont les monnaies jouent encore pleinement le rôle de moyen de crédit. Cette évaluation nous amène plus globalement à analyser les chances de réussite des grands chantiers actuels de reconstruction, restructuration.

B. Pas de « nouveau plan Marshall » sans guerre mondiale.

De-ci de-là s'élèvent les voix chargées d'optimisme béat des chantres du MP dominant qui lient la sortie de la crise à ces chantiers. Pour ces messieurs il suffirait d'élaborer autant de plan Marshall que de zones où la dévalorisation du capital est plus aiguë pour à la fois résoudre les problèmes de la valorisation dans les pays forts qui conquerraient ainsi de nouveaux marchés et celle des pays « aidés » car ils trouveraient ainsi les moyens productifs et financiers d'un nouveau redémarrage. Malheureusement pour eux les apologistes du capitalisme se trompent lourdement. Le MPC se caractérise d'une façon croissante comme étant une économie monétaire et plus encore comme une économie de crédit.

« L'économie dite de crédit n'est elle-même qu'une forme de l'économie monétaire : les deux termes expriment des fonctions d'échange, ou des modes d'échanges entre les producteurs mêmes... L'économie monétaire est commune à toutes les productions marchandes... Dans la production capitaliste, développée, l'économie monétaire n'apparaît plus que comme base de l'économie de crédit. L'économie monétaire et l'économie de crédit correspondent donc simplement à des stades différents dans le développement de la production capitaliste ; mais elles ne sont nullement en face de l'économie naturelle, des formes d'échanges distinctes et indépendantes l'une de l'autre ».

(Marx. Le Capital. Livre II. Section II. P. 107. Ed. Sociales)

Aucune fraction du capital social mondial n'est aujourd'hui en mesure de prêter d'énormes masses d'argent, pendant au moins 10 ans et à des taux d'intérêts faibles ou nuls sous peine de provoquer une crise du crédit et une dépréciation conséquente de la monnaie ou des monnaies, du ou des pays prêteurs. Le plan Marshall faisant suite à la deuxième guerre mondiale est le produit d'une situation et de conditions exceptionnelles difficilement comparables à celles actuelles. Le plan Marshall qui s'est étalé de 1947 à 1952 a été la plus grande opération d'exportation de capital monétaire de l'histoire du capitalisme. Durant cinq ans 20204 millions de dollars seront acheminés vers les pays d'Europe Occidentale via l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE) organisme mis en place par les USA pour répartir l'« aide » financière. Cette somme se subdivisait en 70% de dons purs et simples et 30% de prêts à long terme. On estime que le flux financier annuel du plan Marshall correspondait à 3% du PIB américain. Mais ce n'est pas fini : aux 20204 millions de dollars entre '47 et '52 il faut encore ajouter 4200 millions de dollars d'aide dite militaire. Le plan Marshall a été réalisé sans que cela suscite une terrible dépréciation de la monnaie américaine car il était le fils de la victoire militaire et du traité de Bretton-Woods de 1944. Ce dernier n'aurait bien entendu pas pu exister sans la première. L'« ordre monétaire » de Bretton-Woods établit que l'or reste à la base du système monétaire mais seules « les devises clés » sont convertibles en or, et uniquement envers les autorités monétaires officielles des pays à « devises clés ». Après la guerre il apparaît évident que la seule devise clé est le dollar. A partir de ce moment, l'or s'échange à 35\$ l'once. Les autorités monétaires américaines deviennent l'unique arbitre des cours de change des monnaies. Les autres pays à « devises périphériques » utiliseront de plus en plus le billet vert comme réserve monétaire à la place de l'or. Le deuxième point des accords de Bretton-Woods consiste en l'établissement à priori de parités fixes des « devises périphériques » vis-à-vis du dollar. Le troisième et dernier point institue l'organisme transnational de contrôle et de gestion du « nouveau » système monétaire international que l'on retrouve aujourd'hui plus florissant que jamais : le Fond Monétaire International. Dès l'origine les USA s'assureront la plus complète domination sur le FMI par l'introduction d'une clause qui fixe à 85% des voix le quorum nécessaire au changement des cours des changes et du prix en dollars de l'or. L'emprise sur le FMI se consolide aussi par le choix d'attribuer le nombre de voix proportionnellement au montant de la quote-part versée au Fonds. Les Etats-Unis verrouillent dès le début leur position prédominante en versant près de 36% des 7700 millions de dollars du Fonds. Avec ces dispositifs qui ont trouvé leur meilleur légitimation dans l'exercice victorieux de la force pendant la deuxième guerre capitaliste mondiale, les USA ont pu confortablement confirmer tout au long de plusieurs décennies leur première place dans le marché mondial. A la fin de la deuxième boucherie capitaliste et durant une période de plusieurs décennies le dollars fut la seule monnaie de thésaurisation et de paiement international, substitut temporaire certes mais durable de l'or. Représentative de la moitié du

capital social mondial, soutenue et « portée au ciel » par des nuées de baïonnettes, capable de mettre en mouvement le capital total renouvelé après la grande crise de dévalorisation de la guerre, et ce à des taux d'accumulation aussi élevés qu'a été le taux de destruction du capital en mal de valorisation durant l'affrontement armé généralisé, voilà les secrets de la domination durable et presque exclusive du dollar US. Dans un tel environnement le trésor et la Réserve Fédérale américaine pouvaient, usant de leur monopole monétaire universel, imprimer des billets de banque à tout va, les prêter à des faibles taux d'intérêts ou même les « donner » sans que les cours du change s'en ressentent.

« Le taux d'intérêt peut avoir une action sur le cours des changes et ce cours peser sur le taux d'intérêt, mais il peut arriver aussi que le taux d'intérêt reste constant alors que les cours des changes varient et que ceux-ci soient constants alors que le taux d'intérêt subit des variations ».

(Marx. Le Capital. Livre III. Tome II. P.210. Ed. Sociales)

Le MPC est-il dans la même situation que celle de 1947 : alors que l'échauffourée du Golfe Persique s'est déroulée durant une crise le frappant de façon générale de l'est à l'ouest, du nord au sud et alors que se joue une refonte périlleuse pour la bourgeoisie mondiale des mécanismes politiques et administratifs de domination de classe dans les « démocraties populaires » ? La réponse tombe sous le sens, elle est bien sûre négative. Il convient de passer en revue les raisons de ce changement de situation.

Premièrement. L'énorme dévalorisation du capital, concentrée dans le temps, qui est l'un des résultats majeurs de la guerre moderne n'a pas été obtenu avec la guerre du Golfe à une échelle suffisamment significative. Certes, deux pays capitalistes ont été rasés¹⁴ mais les citadelles du centre du MPC ont été épargnées.

Deuxièmement. Contrairement à ce qui s'est passé après 1945, les pays plongés dans une crise profonde n'ont pas subi une défaite militaire totale. Leur Etat n'a pas été balayé, laissant la place à une administration complice des vainqueurs, prête à s'exécuter au moindre claquement de doigt des nouveaux maîtres. Bien qu'affaibli les Etats de ces pays opposent encore une résistance certaine à l'« étranger » et à ses capitaux. Dans la mesure où cette œuvre de conservation de la formation économique, sociale et politique réussit, du moment que le comité d'affaires de la bourgeoisie tente d'endiguer la dévalorisation du capital pour maintenir la société civile sous son contrôle et éviter des dérapages sociaux trop

¹⁴ Le Koweït lui-même a été moins atteint que ce qui avait été affirmé à la fin des hostilités. Les autorités de l'Emirat ont diminué de plus de la moitié l'évaluation passée du montant total de la reconstruction. De 60 à 100 milliards de dollars US, aujourd'hui, on est tombé à un peu plus de 30 milliards. Les affaires risquent d'être minces pour les vainqueurs.

importants, les capitaux monétaires étrangers des pays en meilleure santé économique rechigneront à s'investir. Seule une dévalorisation d'envergure du capital social total pourra les attirer mais cela est contradictoire avec la permanence d'un Etat visant à la contenir.

Troisièmement. Toujours en parfaite contradiction avec la deuxième guerre mondiale, la production industrielle de marchandises militaires et/ou civiles utilisées à des fins militaires n'a pas été impulsée dans les pays victorieux par l'augmentation des commandes étatiques. Deux raisons concourent à leur tour à l'explication d'un tel état de fait. D'une part la formidable « économie » de matériel militaire faite par les alliés. Leurs systèmes d'armes détruits ont été d'un nombre dérisoire. D'autre part le choix de l'administration américaine de ne pas alourdir la dette de l'Etat. Pourtant la destruction (lire la consommation improductive) d'armes est, conformément à son ampleur et à la condition de remporter la victoire, un puissant levier de la valorisation. De plus le fondement même de la course à l'armement d'un pays - facteur anti-crise classique - est le monopole étatique de la monnaie donc du crédit. L'Etat par l'exercice de ce monopole peut, sur un plan idéal, dilater à l'infini les dépenses publiques, son endettement. En effet la dette publique n'est pas en soi un facteur de crise, contrairement à une vulgarisation courante de l'économie politique. Elle est au contraire, dans certaines conditions, un puissant facteur de développement et d'accumulation capitaliste. Aux Etats-Unis en 1945, en pleine phase de bonne santé du capital, la dette publique dépassait le produit intérieur brut alors qu'en 1991, à l'aurore d'une grave crise de dévalorisation, elle n'atteint que 60%.

« La dette publique opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive. Par un coup de baguette elle doue l'argent improductif de la vertu reproductrice et le convertit ainsi en capital sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée ».

(Marx. Le Capital. Livre I. P. 1217. La Pléiade)

L'armement est un des postes clés des dépenses budgétaires de l'Etat. Les marchandises de guerre sont des biens de consommation particuliers dont la valeur d'usage virtuelle est d'être des moyens utiles à l'établissement d'un rapport de force favorable durant la guerre économique et dont la valeur d'usage effective est de fonctionner comme moyens rapides de destruction de capital en mal de valorisation. Pourquoi alors les alliés n'ont pas profité de la « crise » du Golfe pour enclencher un gigantesque processus de réarmement financé par les Etats ? L'explication réside dans la nature même du mouvement du capital total : la concurrence entre capitaux individuels. Seule une guerre qui impliquerait directement tous ou la plus grande partie des pays capitalistes forts, où l'enjeu ne serait pas seulement le report de la crise mais sa solution par la destruction de l'adversaire, du concurrent le plus menaçant, mettrait les Etats capitalistes

engagés dans l'obligation de jouer le tout pour le tout, tordant les lois de l'économie marchande pendant le temps défini par la confrontation armée. Du moment que les deux fractions du capital social mondial les plus dangereuses pour les USA : la japonaise et l'allemande, n'étaient pas engagées et maintenaient intacts leurs appareils industriels, leurs moyens monétaires, etc. ; toute exposition budgétaire supplémentaire de l'Etat US aurait causé un effet contraire à celui voulu. Elle aurait en effet relancé la production industrielle sans que ne se modifient à la baisse les termes de l'échange de la devise américaine et sans que l'octroi massif de crédit garanti par l'Etat sous forme de commande militaire ne provoque à terme une hausse des taux d'intérêt.

« Le taux de change extérieur peut subir des variations :

- 1. par suite de la balance des paiements, à un moment donné, quelles que soient les causes qui la déterminent (causes purement mercantiles, placement de capitaux à l'étranger ou dépenses publiques, en cas de guerre, etc., entraînant des paiements en espèces à l'étranger) ;*
- 2. Par suite d'une dépréciation de la monnaie métallique ou en papier, dans un pays particulier. La variation est ici purement nominale. Si 1 £ vaut moitié moins, elle sera compté naturellement, pour 12,50 F au lieu de 25 F ;*
- 3. S'il s'agit du change entre pays dont l'un utilise l'argent comme « monnaie » et l'autre l'or, le taux de change dépend des fluctuations de la valeur relative de ces deux métaux, dont la parité s'en trouve nécessairement altérée. »*

(Marx. Le Capital. Livre III. Tome II. PP. 1264-1265. La Pléiade)

Marx indique dans le premier point, la condition pour que le taux de change extérieur ne subisse pas de variation en cas de guerre : l'Etat doit s'abstenir d'opérer des remboursements en espèces de sa dette à l'étranger si ceux-ci n'ont pas lieu sur la base d'un cours de change favorable. Pour que cela soit possible il faut que le cours de change soit préalablement soutenu par les baïonnettes envers et contre les monnaies concurrentes. Or la monnaie qui menace le plus le dollar US n'est et n'était certes pas le dinar irakien. C'est pour cela que l'Etat américain n'a pas pu exploiter la « crise » du Golfe à fond pour soutenir par un endettement accru « la demande interne ». Plus d'un mois après la fin de la guerre d'Irak, les économistes, James C. Cooper et Kathleen Madigan dans Business Week daté du 6 mai 1991 s'expriment ainsi :

« La politique (le politique) constitue l'influence fondamentale de l'économie, parce qu'elle (il) donne le ton à la demande intérieure. Maintenant les dépenses des consommateurs et des sociétés sont au centre de la faiblesse de l'économie. Et la demande (intérieure) est aidée par Washington moins que dans les récessions passées. »

La citation est tirée d'une intervention intitulée symptomatiquement : « *La récession perdue et Washington ne fait rien.* » Un corollaire de l'impulsion faible ou nulle de la production d'armes à l'occasion et à la suite de la guerre d'Irak est constitué par l'essoufflement de l'engouement des Etats capitalistes à l'égard des clinquants systèmes d'armes alliés. Bien que la panoplie meurtrière des vainqueurs ait pu se déployer avec éclat dans un spectacle guerrier grandeur nature parfaitement « couvert » par les médias, il n'y a pas eu traduction en contrats d'achats conformes aux attentes et aux résultats. Mis à part ce qui a été dit plus haut, un autre élément vient s'y ajouter. Cet élément pourrait se résumer en la dépendance réciproque croissante des armes singulières et en leurs spécialisation/multiplication accrues. Aujourd'hui le périmètre d'un système d'armes suffisant pour faire face aux besoins de la guerre augmente et avec lui la complexité technologique des différents produits le composant. Des armes singulières inopérantes si pas mises en réseau avec beaucoup d'autres, truffées de composants électroniques, bâties dans des nouveaux matériaux, guidées par satellites etc., ont une caractéristique commune : elles sont très chères et pour qu'elles puissent être utilisées il faut en acheter d'emblée la collection complète plus la maintenance elle aussi naturellement extrêmement coûteuse. Or, si déjà les pays les plus forts sont réticents envers ces bijoux meurtriers on peut aisément deviner jusqu'où peuvent aller les commandes des autres, moins riches. Dans certains milieux patronaux on s'interroge sur l'opportunité de dépenser autant d'argent pour tuer et détruire alors que des moyens, plus rudimentaires certes mais décidément moins chers, ont montré dans le passé une efficacité comparable. La situation actuelle par conséquent se définit sur la base d'une poussée généralisée au réarmement pour faire face à la crise, à l'instabilité intérieure et à la concurrence exacerbée, modérée, voire étouffée par l'état souvent lamentable des finances des Etats. L'économie est le nerf de la guerre capitaliste.

Quatrièmement. La compétition entre sections nationales du capital social mondial a été mise entre parenthèses, pendant de longues décennies après '45. En 1991 il n'en va plus de même. L'ordre hiérarchique du MPC issu de la deuxième guerre mondiale a subi des modifications significatives. Les Etats-Unis ne sont plus le leader planétaire incontesté, d'autres pays lui disputent la première place et ce avec succès si l'on considère la rapidité actuelle avec laquelle cela se fait. Aussi bien sur le plan de la production de marchandises que sur celui du commerce mondial ou du capital porteur d'intérêt, trois pôles se heurtent avec une intensité croissante depuis les années '60. Le « fameux » bipolarisme USA-URSS n'a jamais été qu'un aspect de la morphologie capitaliste de l'après-guerre. La réalité était et est plus complexe que cela et s'est exprimée en cette fin de siècle par l'émergence de 2 puissances capitalistes de premier ordre, le Japon et l'Allemagne. A eux seuls, ces deux pays égalisent déjà les Etats-Unis et ces derniers ont chuté leur portion du capital mondial de plus de 50% après 1945 à un peu plus de 20%. La fin de Yalta n'est pas la fin du partage du marché mondial en deux grandes aires, l'une chapeautée par l'URSS et l'autre plus

puissante par les USA, cela n'a été vrai que dans l'imagerie spéculative des deux puissances citées. L'histoire du capitalisme est le choc permanent de tous contre tous pendant lequel se succèdent des affrontements majeurs qui sont le point d'appui de tous les autres. Dans ce sens il est inexact de parler de centralité de Yalta depuis l'envol des fractions allemandes et japonaises du capital social total, c'est-à-dire depuis le milieu des années '60. Et avec la crise russe aujourd'hui, le partage, la division, l'affrontement entre sections nationales du capital ne s'achèvent pas ; au contraire, ils rentrent dans la période fatale qui amène au conflit extrême : celui directement militaire. L'histoire s'accélère mais certainement pas dans la direction d'un « retour » de la puissance américaine quel que soit l'effet excitant de la petite victoire contre l'Irak. L'examen des différences de situation entre l'après-guerre 1945 et l'après (avant) guerre 1991 rend évidemment nécessaire celui de l'état et des perspectives de la plus grande puissance capitaliste, les Etats-Unis.

C. Campagne d'Irak : panacée ou sursis pour la crise aux USA.

Nous expliquions, dans le n°1 de la revue MOUVEMENT COMMUNISTE du printemps 1990, le mécanisme du surpassement de la crise de 1986 par le capital américain. Le pivot de l'opération avait été la torsion « volontariste » à la baisse des taux d'intérêt à court terme de la part de l'Etat. Le résultat visé était bien sûr l'élargissement du flux du crédit aux entreprises. La manoeuvre monétaire s'est appuyée et a été payée par une aggravation du déficit budgétaire de l'Etat, par la baisse de la rentabilité des instituts financiers prêteurs et par la dépréciation du dollar. Mais elle a réussi et l'intérêt n'est pas rentré en collision avec la plus-value. Il n'en est pas ainsi avec la crise actuelle. Michel Camdessus, directeur général du Fonds Monétaire International le confirme en rappelant que « *si l'on baisse artificiellement les taux d'intérêt à court terme, on risque de pousser à la hausse les taux longs, qui sont les vrais taux de marché* ». (La Tribune. 26/04/91. P. 3)

la gravité de la crise enlève en dernière analyse toute efficacité à une simple baisse des taux courts de la part de la Federal Reserve. D'abord parce que les rapports de force entre USA, Japon et Allemagne ne sont plus tels qu'une décision américaine soit suivie par des actions analogues chez ces derniers, ensuite parce qu'aujourd'hui le capital financier ne peut plus assister sans broncher à la baisse de sa fraction de plus-value sociale. A cela s'ajoutent le désengagement financier progressif du Japon qui depuis 1988 a entamé un net mouvement de rapatriement des capitaux monétaires investis dans les bons du Trésor et autres produits financiers publics et privés américains et la très mauvaise santé des banques et des assurances britanniques, premières bâilleuses de fonds étrangers aux USA. Le capital porteur d'intérêt est avare de crédits, ses réserves qui garantissent les prêts atteignent leur point le plus bas et les retours

du capital prêté, enrichi par l'intérêt, se font de plus en plus difficiles. On assiste au phénomène que les économistes bourgeois appellent « capital crunch », littéralement le craquement du capital ou plus correctement sa pénurie. Pour le communisme, en tant que science, la pénurie de capital monétaire disponible n'est que la manifestation visible de l'excès du capital, incapable, dans les conditions données de valorisation, de s'incarner en capital productif s'accumulant à un taux de profit acceptable. La preuve que le levier monétaire n'est pas en mesure d'enclencher l'accumulation du capital total aux taux souhaités réside aussi dans la longue série de faillites de banques, caisses d'épargne, Sociétés de Bourse : la plus importante crise de dévalorisation du capital porteur d'intérêt depuis 1929 suce une portion congrue de l'argent de l'Etat dans la tentative d'endiguer le flot de dépôts de bilan. Mais c'est l'Etat lui-même qui, (avec un déficit budgétaire incompressible et qui au contraire tend à augmenter), voit sa marge d'action se rétrécir aussi bien en ce qui concerne les taux d'intérêt directeurs, le cours de change du dollar ou le soutien de la demande intérieure par ses propres commandes ou encore en ce qui concerne la demande sociale et la prise de mesures adoucissant l'amère pilule de la crise envers les salariés. Le capital productif se trouve ainsi presque livré à lui-même, de nombreuses armes anti-crisis étant désamorçées. Les profits des sociétés sont en chute libre avec comme seule exception, conjoncturelle sans doute, les compagnies de raffinage de pétrole et les entreprises du secteur agro-alimentaire, véritables miraculées de la guerre d'Irak. La production industrielle poursuit sa plongée de mois en mois et le taux d'utilisation des moyens de production baisse régulièrement. Les exportations de leur côté continuent à être inférieures en valeur aux importations ; l'embellie du solde commercial du mois de février '91 est bien plutôt le signe d'une mauvaise santé qui perdure. D'après l'organisme d'études économiques patronal Conference Board *« deux facteurs expliquent à eux seuls le fort recul du déficit en février : la diminution des achats de pétrole, accentuée par le recul du prix du baril de brut et la baisse des importations de biens de consommation »*. (La tribune. 19/09/91. P. 4). La balance de paiement en rouge chronique semble elle aussi se redresser mais comme l'indique le bureau d'analyse financière MMS, ce renversement de tendance ne sera que temporaire. Il sera en effet le produit du pillage des caisses des pays non directement engagés dans la guerre d'Irak. Laissons parler les experts du MMS :

« Le transfert des énormes montants d'aide étrangère promis aux Etats-Unis devrait conduire à un retour à l'équilibre de la balance américaine des comptes courants dès le premier trimestre 1991, pour la première fois depuis 1982 ». (La Tribune. 19/04/96. P. 4)

Il nous faut maintenant mettre en perspective ces données afin d'appréhender le degré d'influence de la campagne d'Irak sur le cycle du capital aux USA et afin

d'enregistrer les variations faisant suite à l'emploi du levier militaire. Enumérons les premières conclusions de cette observation.

1. La monnaie américaine retrouve dans le court terme ses couleurs. Le yen et le mark eux en feront les frais. C'est le résultat du renforcement politique et militaire des USA. C'est la première conséquence de l'improbable « nouvel ordre mondial » qui voudrait que la puissance étoilée soit l'unique gendarme planétaire. Cependant l'embellie sera de courte durée et en proie aux données économiques fondamentales de l'accumulation. Le « politique » influe certes sur l'économie mais celui-ci et ses lois prévalent en dernier ressort. Plus que jamais le cours des changes sera vulnérable vis-à-vis des indices nécessairement contradictoires de la conjoncture. L'instabilité, la volatilité monétaire sera le caractère dominant d'un marché de l'argent déprimé.
2. Le prix du pétrole devrait se stabiliser autour d'un montant de 20-21 US\$ le baril. Les Etats-Unis, après avoir subi une montée spectaculaire précédant les hostilités, ont entamé une manœuvre dépressive du prix du baril minutée sur les échéances parfaitement respectées de l'affrontement armé avec l'Irak. Elle a consisté en deux actions majeures, l'une de déstockage et l'autre de contrôle autoritaire du marché obtenu par la pure et simple suspension des cotations lorsqu'elles dépassaient les 15 dollars le baril. Evidemment et encore une fois la « volonté politique » de l'Etat n'aurait pas donné les fruits souhaités si elle ne s'était pas greffée sur une tendance opérante depuis août '90 d'une baisse de la demande de pétrole, conséquence de la baisse de la production industrielle. Cette faiblesse de la demande perdure et s'aggrave aujourd'hui alors que tous les clignotants de la baisse de la production industrielle sont allumés partout dans le monde, mais à la différence de 1986, ceci ne se traduira pas par un effondrement de la moitié du prix du baril. Les raisons sont multiples ; de la baisse globale de l'offre provoquée par la destruction des puits en Irak et au Koweït - si bien que ces deux pays ne pourront pas retrouver leur niveau d'extraction avant au moins deux ans (estimation du Cambridge Energy Research Associates - CERA) -, plafonnement de la surproduction des pays de l'OPEP à 2 millions de barils par jour, nécessité de reconstitution des stocks stratégiques des grands pays consommateurs, entamés durant le conflit, besoin pressant des pétro-monarchies de restaurer l'équilibre des balances des paiements devenues débitrices absolues depuis '88 et encore plus aujourd'hui à cause de l'impôt de guerre versé aux « libérateurs » et pour certains des investissements de reconstruction. Paradoxalement l'OPEP se trouve dans l'immédiat après-guerre dans une situation où même les anciens pays « modérés » tels l'Arabie Saoudite ou le Koweït pourraient être amenés à épouser la cause des « intransigeants », c'est-à-dire prôner le relèvement de la rente pétrolière. La campagne d'Irak aura agi en tant que facteur d'adéquation de l'offre et de la demande par la création « militaire » d'une pénurie relative d'or noir. De plus, il se pourrait que, si il y a sortie de la crise, celle-ci impulse à nouveau la demande de pétrole et, tenant compte de tous les éléments cités

plus haut, concourent à inhiber et à ternir la reprise par une remontée soudaine du prix de marché du baril.

3. Les taux d'intérêt à court terme pourront baisser pour une brève période. Notre mouvement confirme l'appréciation selon laquelle, d'une part une petite manoeuvre sur les taux courts n'endigera pas la tendance à la hausse des taux à long terme et de l'autre qu'une action forcément limitée dans l'espace (les japonais et les allemands ne sont pas en mesure de suivre) et dans le temps ne parviendra pas à relancer l'accumulation du capital total. Néanmoins, pendant un temps on enregistrera une montée de l'attrait de la devise US provoquée par la démonstration de force de la guerre d'Irak qui l'a consacrée moyen de thésaurisation et de paiement international privilégié. Cela permettra de défendre les taux à court terme liés aux prêts de capital monétaire en monnaie américaine sans encourir le risque d'une baisse de son cours du change. En d'autres termes le prix de marché de la marchandise argent exprimée en dollar ne ressentira pas - ou peu - dans l'immédiat d'une baisse de la valeur du capital monétaire exprimée en dollar. La maîtrise de la valeur du capital monétaire est vital pour le comité d'affaires de la bourgeoisie, l'Etat, afin de stimuler la reprise de l'afflux des crédits aux entreprises et de financer à meilleur marché le budget de l'Etat. Ce dernier point est particulièrement important car la hauteur et la persistance d'un déficit élevé estimé à 320 milliards de dollars rend plus étroite la marche de manoeuvre étatique dans le sens d'une action dopant la demande interne.
4. La production industrielle aux Etats-Unis, en chute constante depuis août '90, pourrait ralentir son recul voire connaître des remontées fugaces. En faveur d'une éventualité de ce type, largement clamée par les chantres du capital, jouent le succès des marchandises de guerre américaines qui fait présager une vague de nouvelles commandes étrangères, l'appropriation autoritaire (négociée probablement avant même le début des destructions) des contrats de reconstruction du Koweït estimé à environ 30 millions de dollars (pour comparaison ce montant correspond au double environ de celui émanant d chantier du tunnel sous la manche) et la détente des taux d'intérêt à court terme. Mais qui saurait oublier qu'à côté de cela le prix du baril fixé entre 20 et 21 dollars est tout de même supérieur aux 17 dollars d'avant l'annexion irakienne du Koweït ou que le fameux dollar « super star » pénalise lourdement les marchandises à l'exportation américaines à l'égard de celles japonaises et allemandes ? C'est pour cela qu'au total la campagne d'Irak ne soulagera pas vraiment le capital productif de ses graves problèmes de valorisation.
5. L'engagement militaire du Golfe Persique s'est soldé sans frais supplémentaires pour le budget fédéral. Le rapport de forces installé par les Etats-Unis avec la victoire éclair sur l'Irak leur a assuré un contrôle direct sans failles des principaux gisements pétrolifères. De plus, si l'on écoute des sources proches des milieux gouvernementaux allemands et japonais, il semblerait que les USA aient surévalué les coûts de guerre pour tirer parti de la

situation. Toutefois le versement de la « contribution financière » étrangère devient, ultérieurement matière à dispute dans le camp Onusien. Il n'est pas exclu que les mauvais élèves (lire payeurs récalcitrants), Japon et RFA, soient suivis dans la même attitude par les premiers de classe actuels tels l'Arabie Saoudite ou le Koweït. Suivant ces quelques considérations, nous en déduisons que la campagne d'Irak n'a pas fondamentalement modifié les données objectives du cycle économique. Le capital social mondial cours vers une crise périodique générale d'une profondeur pour le moins semblable à celle de 1981-82.

« Le produit national brut (PNB) américain, en données corrigées des variations saisonnières, a reculé de 1.6% en rythme annuel au quatrième trimestre de '90 et non de 2% comme annoncé précédemment. Compte tenu de cette révision (la dernière) des chiffres de fin d'année, la croissance américaine pour l'ensemble de '90 s'inscrit à 1% en rythme annuel, son plus faible résultat depuis la récession de 1982 ».

(La Tribune. 28/03/91)

En revanche la guerre d'Irak aura rempli un rôle d'antidote partiel et de courte durée à la crise aux USA. Par son truchement, les Etats-Unis sont parvenus à exporter certains facteurs de crise vers leurs concurrents. La première conséquence en est l'accélération du mouvement de synchronisation des cycles économiques régionaux. Le décalage conjoncturel entre les différents pays capitalistes s'étiole.

« L'heure n'est plus aujourd'hui à un constat rassurant de l'accentuation des divergences de conjonctures entre les Etats-Unis et l'Europe mais bien à celui de la puissance de leurs imbrications ».

(Claude Levant. « La fin des illusions en Europe ». Le Monde. 09/02/91)

Une deuxième conséquence est constituée par le blindage progressif des aires du marché mondial. Chaque puissance leader régionale tente d'approfondir sa domination sur sa portion du marché mondial tout en accroissant et en rendant plus rigoureuses les mesures protectionnistes au sein de sa zone. La compétition internationale et le mouvement concurrentiel du capital total s'accélèrent. Par la campagne d'Irak, les Etats-Unis ont gagné dans ce contexte la première manche mais la partie est loin d'être terminée et encore plus d'être gagnée. Voici ainsi mentionnés les traits saillants de ce que Marx appelle l'« élément passif de la situation »¹⁵. Du côté de l'élément actif, c'est-à-dire du cours prolétarien, on a noté une grave cristallisation contre-révolutionnaire de la classe exploitée dans

¹⁵ On retrouve cette fulgurante définition de la base matérielle dans les Annales Franco-Allemandes de 1844.

une partie importante des citadelles industrielles et des pays arabo-musulmans. Soumission à sa propre bourgeoisie, colonialisme et xénophobie sont les signes irréfutables de la passivité du prolétariat devant la guerre. La polarisation patriotique d'une fraction de la classe ouvrière mondiale bien que fugace et incomplète ne manquera pas de laisser des traces néfastes sur le chemin de la reprise de la lutte de classe. Heureusement, d'autres sections prolétariennes de pays non directement engagés dans la confrontation militaire ont su tenir haut le drapeau de la guerre sociale. Les ouvriers de l'ancienne Allemagne de l'est qui se battent pour le réajustement de leur salaire sur celui de leurs frères de l'ouest (*« le salarié moyen à l'est gagne environ 37% des appointements de son homologue à l'ouest »* - La Tribune 24/04/91) et contre le chômage (*« une modernisation de l'ex-RDA mettant celle-ci au même niveau de productivité que sa voisine - ce qui est l'objectif de la politique de Bonn - mettrait de côté les trois quarts de sa population active, soit 6.2 millions d'individus »* - La Tribune 24/04/91), les mineurs et les ouvriers du Donetsk, de Biélorussie, de Madagan, de Kouzbass et d'ailleurs en URSS qui se mettent en grève illimitée pour faire échec à ce qu'eux-mêmes appellent « les actions irresponsables du gouvernement » et pour défendre la seule marchandise qu'ils possèdent, leur capacité de travailler ou ces jeunes ouvriers d'Osaka au Japon qui pendant 4 jours ont défié les forces de police, attaqué des commissariats et pillé les magasins dans le quartier de Kamagasaki, ou encore les exploités du Mali, de l'île française de la Réunion qui de la même manière que leurs frères de classe d'Osaka se sont battus contre la misère, montrent que la lutte prolétarienne est loin d'être moribonde.

« Nous l'avons vu, quand bien même elle ne se produirait que dans un seul district industriel, une émeute sociale se place au niveau de l'ensemble parce qu'elle est une protestation de l'homme contre l'inhumanité de la vie actuelle, parce qu'elle part du point de vue de chaque individu réel, parce que l'ordre social dont elle s'efforce de ne plus être isolée est l'humanité, l'être humain ».
(Marx. Notes critiques relatives à l'article : le roi de Prusse et la Réforme Sociale. Vorwaert 10 août 1844)

Même au front, des fractions périphériques de la classe révolutionnaire mondiale ont su faire preuve de combativité et d'insoumission à leur propre bourgeoisie. Ainsi l'héroïque guerre civile larvée menée par les palestiniens des camps des territoires occupés par Israël ou du Sud-Liban, ainsi les déshérités de Basra et d'autres villes du sud irakien, ainsi les Kurdes du nord de l'Irak ou du sud de la Turquie ou encore à l'ouest de l'Iran. Certes, toutes ces expressions de la vie du prolétariat ont été et sont la proie des politicards bourgeois réactionnaires qui, exploitant leurs faiblesses et la confusion ambiante parviennent encore à plaquer sur elles certains objectifs contre-révolutionnaires (démocratie, liberté bourgeoise, création de nouveaux Etats capitalistes, décolonisation, réformes

économiques en tous genres, plein emploi, etc...). Certes, le parti ouvrier mondial est loin d'avoir été secrété par le mouvement réel et son absence pèse terriblement sur le cours politique prolétarien. Néanmoins la critique communiste du mouvement en acte ne doit pas cacher ou inhiber le mouvement lui-même, ses raisons profondes et sa dynamique de classe. Elle doit au contraire identifier l'un, mettre en évidence les autres et renforcer la troisième. Ainsi agissent aujourd'hui les communistes organisés dans des forces politiques malheureusement réduites à leur plus simple expression. Si pour conclure sur ce point l'on devait résumer la situation actuelle du prolétariat comme classe, on dirait qu'avec la guerre d'Irak, le combat ouvrier a enregistré un revers de caractère transitoire et inégalement subi par ses différentes sections territoriales.

Mais la guerre aura réussi à retarder encore d'un temps la réponse généralisée du signe contre-révolutionnaire du cours politique prolétarien, donc à éloigner un peu plus la perspective de reformation du parti communiste mondial.

« Vous ne pourrez pas dire que j'ai une trop haute opinion de l'état présent ; si pourtant je ne désespère pas de lui, c'est que justement sa situation désespérée me remplit d'espoir ».

(Lettre de Marx à Ruge. Mai 1843)

Dans un tel environnement MOUVEMENT COMMUNISTE a défendu au mieux de ses forces et sans défaillir auprès des fractions de la classe où il est implanté, la seule ligne de conduite révolutionnaire possible, celle qui agit pour l'émergence des conditions subjectives préalables à l'application de la manoeuvre tactique défaitiste. Ces conditions préalables, nous l'avons répété tout au long de nos interventions avant, durant et après la campagne d'Irak, correspondaient à la reprise du combat pour la défense économique intransigeante des intérêts ouvriers, contre toute subordination aux intérêts et aux organes politiques, syndicaux et militaires du capital et de sa propre bourgeoisie. Ainsi MOUVEMENT COMMUNISTE a très modestement œuvré dans le sens du parti.

« Un parti et un mouvement ouvrier sont, par suite de ce développement industriel devenus une nécessité inéluctable ».

(Engels. La question militaire prussienne et le Parti Ouvrier Allemand. 1865)